

Rapport Annuel d'Activités

2016

DIRECTION GENERALE

"INFRASTRUCTURES ET LOGISTIQUE"

Table des matières

0. SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET	3
1. OBJECTIFS	5
1.1. Objectifs de la direction générale	5
1.2. Evaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés	5
2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS - UTILISATION DES RESSOURCES	7
2.1. Environnement de la direction générale	7
2.2. Ressources humaines de la DG	8
2.2.1. Tableau des effectifs	8
2.2.2. Agents en poste au 31/12/2016.....	8
2.3. Exécution budgétaire 2016	9
2.3.1. Crédits finaux et crédits initiaux.....	9
2.3.2. Crédits finaux et crédits engagés	11
2.3.3. Crédits engagés et paiements effectués	12
2.3.4. Utilisation des crédits reportés automatiquement et non- automatiquement de 2015 à 2016.....	12
2.3.5. Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées	14
2.4. Résultats obtenus	15
3. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COÛT- EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART 66.9 RF).	23
4. CONCLUSIONS	25
5. DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ	26
6. ANNEXES	27
6.1. Relevés d'exécution budgétaire 2016	27
6.2. Rapport sur le respect des délais de paiement	35
6.3. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation	36
6.4. Obligations contractuelles de longue durée.....	38
6.5. Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP	56
6.6. Résultat des évaluations ex-post.....	62
6.7. Fonctions sensibles	63
6.8. Evaluation de la mise en oeuvre des normes minimales de contrôle interne	65

0. SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

to be filled in by the DG		calculation	INLO
Code	Appropriation type	Type de crédits	EUR ou %
	Appropriations of 2016	Crédits 2016	
A	Initial appropriations	Crédits initiaux	218.019.440,00
B	Final appropriations	Crédits finaux	255.317.413,00
C	Commitments	Engagements	252.922.883,44
D	Commitments in % of final appropriations	Engagements en % des crédits finaux	99%
E	Payments	Paiements	116.855.549,83
F	Payments in % of commitments	Paiements en % des engagements	46%
G	Cancellations of 2016 final appropriations	Annulations de crédits finaux 2016	2.394.529,56
H	Cancellations appropriations in % of final appropriations	Annulations en % des crédits finaux	1%
	Appropriations carried over from 2016 to 2017	Crédits reportés de 2016 à 2017	
I	Automatic carryovers from 2016 to 2017	Crédits reportés automatiquement de 2016 à 2017	136.067.333,61
J	Automatic carryovers from 2016 to 2017 in % of commitments	Crédits reportés automatiquement de 2016 à 2017 en % des engagements	54%
K	Non-automatic carryovers from 2016 to 2017	Crédits reportés non-automatiquement de 2016 à 2017	0,00
L	Non-automatic carryovers from 2016 to 2017 in % of final appropriations	Crédits reportés non-automatiquement de 2016 à 2017 en % des crédits finaux	0%
	Appropriations carried over from 2015 to 2016	Crédits reportés de 2015 à 2016	
M	Automatic carryovers from 2015 to 2016	Crédits reportés automatiquement de 2015 à 2016	150.944.358,31
N	Payments against automatic carryovers from 2015 to 2016	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2015 à 2016	142.914.153,80
O	Payments against automatic carryovers from 2015 to 2016 in % of automatic carryovers from 2015 to 2016	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2015 à 2016 en % des crédits reportés automatiquement de 2015 à 2016	95%
P	Cancellations of automatic carryovers from 2015 to 2016	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2015 à 2016	8.030.204,51
Q	Cancellations of automatic carryovers from 2015 to 2016 in % of automatic carryovers from 2015 to 2016	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2015 à 2016 en % des crédits reportés automatiquement de 2015 à 2016	5%
R	Non-automatic carryovers from 2015 to 2016	Crédits reportés non-automatiquement de 2015 à 2016	0,00
S	Payments of non-automatic carryovers from 2015 to 2016	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2015 à 2016	
T	Payments against non-automatic carryovers from 2015 to 2016 in % of non-automatic carryovers from 2015 to 2016	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2015 à 2016 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2015 à 2016	

U	Cancellations of non-automatic carryovers from 2015 to 2016	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2015 à 2016	
V	Cancellations of non-automatic carryovers from 2015 to 2016 in % of non-automatic carryovers from 2015 to 2016	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2015 à 2016 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2015 à 2016	
	Assigned revenue in 2016	Recettes affectées 2016	
W	Appropriations from assigned revenue in 2016 (current)	Crédits de recettes affectées courants 2016	11.470.027,92
X	Assigned revenue carried over to 2016	Crédits de recettes affectées reportés à 2016	93.000.621,23
Y	Balance of commitments on assigned revenue carried over to 2016	Solde des engagements reportés à 2016 sur crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées	1.592.294,13
Z	Payments in 2016 against appropriations from assigned revenue (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2016 (courants et reportés)	78.183.582,36
AA	Payments in 2016 against assigned revenue in % of assigned revenue in 2016 (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2016 en % des crédits de recettes affectées 2016 (courants et reportés)	74%

* = un total de EUR 314 110,85 de ce montant a été transféré de la DG INLO à la DG ITEC en 2017, suite au transfert de la gérance des photocopieuses et des consommables informatiques.

1. OBJECTIFS

1.1. Objectifs de la direction générale

Les principaux objectifs de la Direction générale "Infrastructures et Logistique" sont :

1. fournir à l'Institution en temps utile tous les services, installations et biens relevant de sa compétence pour permettre aux Membres, aux groupes politiques et à l'administration d'exécuter leurs activités de manière appropriée ;
2. assurer une assistance adéquate aux autorités politiques, notamment au Bureau et au groupe de travail sur les Bâtiments, Transport et Parlement Vert ainsi qu'aux questeurs, afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées sur l'évolution de la gestion des installations du Parlement et de la politique de bâtiments ;
3. contribuer à la politique générale du Parlement européen dans le domaine de la durabilité et de l'efficacité environnementale, de l'amélioration de l'accessibilité aux locaux du Parlement ("Design pour tous"), de meilleures conditions de travail et de bien-être au travail, ainsi qu'à des hauts standards de performance en matière de maintenance et de sécurité ;
4. préparer les décisions futures concernant l'hébergement efficient et amélioré pour les Membres et le personnel grâce à une meilleure répartition et gestion des espaces, à une rénovation des bâtiments existants et à une stratégie de financement des investissements des grandes infrastructures ;
5. poursuivre les travaux liés aux projets immobiliers en cours et leur mise en œuvre dans les délais, à l'implémentation de la stratégie d'une restauration diversifiée et à toutes les réformes récemment lancées afin améliorer les services aux Membres, telles que la réorganisation du service de transport des députés et une meilleure répartition de leurs bureaux ;
6. continuer à restructurer et à moderniser la Direction générale, sur base d'une solide évaluation des procédures et méthodes de travail existantes, afin de mieux répondre aux défis à relever, notamment en ce qui concerne la nécessité de coopération, une meilleure répartition des ressources limitées, et une meilleure communication.

1.2. Evaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés

La Direction générale maintient un registre des risques inhérents à ses activités principales. Ce dernier est mis à jour de manière annuelle, et il est envoyé au service central de gestion des risques, attaché au cabinet du Secrétaire général.

Parmi les risques potentiels associés aux objectifs de la Direction générale, les éléments suivants sont à souligner au titre de l'exercice 2016 :

- La réorganisation des services de transport aux Députés, voulue par les autorités politiques, s'est traduite en l'organisation d'une procédure de sélection publiée au journal officiel avec pour objectif d'internaliser lesdits services de transport. Aux recrutements programmés subséquents, s'ajoutent les aspects logistiques, à savoir la constitution d'une flotte de véhicules de service ainsi que la structure managériale et administrative requise au bon fonctionnement d'un service de 110 chauffeurs, prévu pour février 2017. Afin de pallier aux risques associés à cette entreprise et garantir le

niveau de service aux usagers, les contrats de services existants ont été prolongés au-delà du mois de février 2017 ;

- La sécurité et le bien-être des usagers imposent une attention particulière à la maintenance des infrastructures. Les profils techniques attachés à la Direction des Infrastructures bénéficient d'un programme triennal de formations spécifiques dans le domaine, permettant de couvrir les aspects liés, notamment, à la performance énergétique (EMAS), à la sécurité des usagers et à l'ergonomie et l'accessibilité desdites infrastructures. En outre, la mise à jour des manuels de qualité et des procédures techniques est effectuée de manière régulière en vertu du même rapport ;
- Les risques de non-conformité en matière d'accessibilité des locaux ont été mitigés par le lancement d'un audit, en exécution jusqu'en 2019 et qui couvrira l'ensemble des locaux du Parlement européen. En 2016, un agenda d'adaptabilité programmée approuvé par les autorités compétentes du Bas-Rhin (France) prévoit 16 millions de travaux d'adaptation des bâtiments sis à Strasbourg aux PMR, étalés sur 9 ans, soit d'ici 2025 ;
- La poursuite de la réalisation des projets immobiliers fait l'objet de risques opérationnels conséquents en rapport avec l'envergure des projets. A ce titre, diverses mesures de mitigation des risques de non-conformité ou afférents aux coûts, voire aux délais d'achèvement, ont été retenues ;
- Dans le cadre des services, les activités de restauration font l'objet de risques spécifiques d'ordre sanitaire. Suite à un rapport d'audit externe de 2012, des contrôles tant internes qu'externes sur la qualité des produits ont été mis en place. Le comité consultatif de protection et de prévention au travail conduit également des visites régulières des installations et propose des recommandations qui alimentent la gestion de ces risques. Les risques d'interruption d'activité sont couverts par l'existence d'un plan de contingence testé et garantissant un service minimum. L'amélioration des services aux usagers s'est traduit par une diversification de l'offre en 2016, avec l'ouverture de points de vente supplémentaires ;
- La sécurisation des infrastructures et des usagers constitue une priorité depuis la fin 2015. Dans ce cadre, la Direction générale a, en vertu de menaces accrues en 2016, poursuivi les travaux de sécurisation de ses locaux, en étroite coopération avec la Direction générale de la Sécurité (DG SAFE).

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS - UTILISATION DES RESSOURCES

2.1. Environnement de la Direction générale

En 2016, la Direction générale a poursuivi sa stratégie de réorganisation et de rationalisation de certains secteurs liés à ses missions par une utilisation optimale des ressources propres. Ceci s'est notamment traduit par la création d'un service d'assistance à la maintenance à la Direction A « Infrastructures », la restructuration de l'unité du Soutien central à la direction C « Ressources » et la restructuration globale de l'unité de l'Attribution des bureaux et des déménagements, avec la création de deux nouveaux services. L'unité One-Stop Shop a été transférée en octobre sous la responsabilité directe du Directeur général et sa chef d'unité chargée de la supervision des services offerts aux Membres ainsi qu'au personnel, de la communication, et de la coordination de projets prioritaires.

Deux groupes de travail inter-services ont été nommés, avec pour objectif d'aboutir à des propositions concrètes et ciblées visant à simplifier le processus de « Communication » et les « Procédures » en place dans la Direction générale. Les conclusions de ces deux groupes de travail ont été présentées au management en septembre 2016 et seront suivies de mesures qui seront progressivement mises en œuvre.

L'année 2016 a été marquée par un grand nombre de réalisations et la continuation ou l'aboutissement de projets majeurs et emblématiques. Le site de Bruxelles a ainsi piloté l'achèvement de la construction de la Maison de l'Histoire Européenne, l'acquisition du bâtiment Martens avant aménagements, la mise en œuvre de travaux destinés à la sécurisation des immeubles, et l'aménagement de nouveaux restaurants indépendants, pour n'en citer que quelques-uns. A Strasbourg, le bâtiment HAVEL et le Parlementarium sont sur le point d'être achevés et les travaux de maintenance relatifs à l'hémicycle et à la toiture avancent rapidement. Luxembourg a réorganisé certains de ses services Ressources et Maintenance (SAM-service assistance à la maintenance) et a été très largement impliqué dans l'internalisation du service des chauffeurs. La construction du bâtiment ADENAUER destinée à héberger l'ensemble des services du Secrétariat général à Luxembourg avance à bon rythme.

Dans le contexte politico-sécuritaire qui perdure la politique de renforcement de la sécurité a eu un impact certain sur les projets prioritaires à engager et le niveau de crédits nécessaires. Une première série de travaux ont été effectués (sécurisation des entrées au bâtiment SPINELLI à Bruxelles) dès 2015 et se sont poursuivis en 2016, nécessitant une réaffectation partielle des montants alloués initialement ayant amené à une série de virements adaptés. En 2017, de nouvelles mesures seront prises pour améliorer la sécurité globale des immeubles et des Membres et personnel de l'institution.

Au sein du Programme d'Exécution Stratégique de l'institution et des missions prioritaires assignées à la Direction générale, les actions spécifiques reprises dans le Programme de travail administratif pour la DG en 2016 portent sur les axes suivants :

- Stratégie de financement pour les investissements immobiliers ;
- Stratégie immobilière à moyen terme ;
- Extension du bâtiment ADENAUER à Luxembourg ;
- Rénovation du bâtiment HAVEL à Strasbourg ;

- Travaux d'amélioration pour l'accueil des visiteurs à l'ATRIUM et planification des travaux de rénovation du bâtiment SPAAK ;
- Construction et aménagement du bâtiment MARTENS à Bruxelles ;
- Mise en place de la nouvelle stratégie de restauration 2014-2019 ;
- Offre consolidée pour les visiteurs à Bruxelles ;
- Evaluation en cours des immeubles vieillissant en vue d'une planification dynamique de la rénovation immobilière ;
- Politique de maintenance renforcée - nouvelle étape ;
- Prospection immobilière ;
- "Corporate image" pour la fourniture de mobilier destiné aux Membres.

2.2. Ressources humaines de la DG

2.2.1. Tableau des effectifs

	au 01/01/2015				au 01/01/2016			
	AD	AST	AST/SC	Total	AD	AST	AST/SC	Total
Postes permanents	76	325	7	408	73	309	15	397
Postes temporaires	10	7		17	10	7	0	17
Total	86	332	7	425	83	316	15	414

2.2.2. Agents en poste au 31/12/2016

	AD	AST	AST/SC	Total	ETP
Fonctionnaires	63	271	20	354	354
Agents temporaires	9	13	3	25	25
- sur postes temporaires	8	8	0	16	16
- sur postes permanents	1	1		2	2
- en compensation de temps partiel	0	4	3	7	7
Agents contractuels				217	190
END				0	0
Intérimaires				1	1
Total				597	570

Publications des postes

Les postes permanents et temporaires vacants ont suivi la cadence de l'année précédente avec leur pourvoi. Les postes AST vacants en 2016 et identifiés dans la nouvelle catégorie AST-SC ont été pourvus ou sont en cours de pourvoi. Pour la première fois cette nouvelle catégorie a servi pour le métier « huissier de conférence » pour lequel 5 postes ont été pourvus. A ce stade, tous les postes AST-SC devenus vacants depuis 2014 au sein de la DG ont été pourvus par des nouveaux recrutements.

La mise en œuvre du programme de réductions des effectifs de 5%, s'est poursuivie en 2016 par la suppression de 4 postes AST supplémentaires.

Agents contractuels Strasbourg

Le personnel supplémentaire pour les sessions de Strasbourg, suite à l'internalisation en 2014, est actuellement composé de 40 agents contractuels, dont 8 agents avec contrats indéterminés, 28 sous contrat jusqu'au 31/05/2019 et 4 jusqu'au 31/12/2017.

Les contrats ont été renouvelés sur base d'un accord-cadre signé entre la DG PERS et la DG INLO en juillet 2016. La situation contractuelle des 4 agents, dont le contrat se termine fin 2017 est liée à la mise en œuvre d'un contrat-cadre à conclure avec la DG COMM.

La DG INLO s'est engagée, d'ici 2019, à exploiter les possibilités alternatives pour la situation des 28 agents sous contrat avec échéance au 31/05/2019.

2.3. Exécution budgétaire 2016

2.3.1. Crédits finaux et crédits initiaux

Virement P1 approuvé le 17/12/2015 : du poste 2007-02 « Aménagement de Projets » vers poste 2000-01 « Loyers Luxembourg » d'un montant de 3.510.000 € destiné à couvrir les engagements contractuels pris au titre du contrat conclu par le Parlement européen pour la location de l'immeuble GOLDBELL dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2017.

Virement C1 approuvé le 11/04/2016 : du poste 10 1 "Réserve pour imprévus" vers le poste 2160 « Transport de députés, d'autres personnes et de biens » d'un montant de 205.000 € pour financer des dépenses liées au renfort des mesures de sécurité dans le domaine du transport des Membres.

Deux virements ont été effectués pour renforcer le poste 3040 « Frais de réunions internes » permettant ainsi de couvrir les frais de boissons durant les réunions officielles et administratives :

- Virement P8 approuvé le 07/07/2016 : des postes 3042-03 « Réunions, congrès et conférences : réunions des groupes politiques » et 3043 « Frais divers d'organisation des assemblées parlementaires, des délégations interparlementaires et autres délégations » pour un montant total de 150.000 €;
- Virement C3 approuvé le 07/07/2016 : du poste 1652 « Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines » d'un montant de 750.000 €

Le budget du poste 3040 a été réduit de façon drastique (entre 2013 et 2016 il a quasiment été divisé de moitié). Différentes mesures destinées à diminuer ce type de dépenses sont en cours d'élaboration mais elles ne produiront pleinement leurs effets que progressivement (installation de fontaines à eau, gestion renforcée des demandes...). Ces montants sont destinés à couvrir les besoins immédiats pour l'année 2016 à titre transitoire.

Dans le contexte actuel, le Parlement a pris une série de mesures destinées à renforcer et apporter des améliorations opérationnelles et structurelles à la sécurité de l'Institution. Des crédits ont pu être identifiés sur différents postes gérés par la DG suite à un screening destiné à dégager des disponibilités sur l'exercice 2016 (utilisation de recettes affectées exceptionnelles, report de projets existants, situations spécifiques sur certains appels d'offres relatives aux montants et délais de réalisation) afin de couvrir les travaux de sécurité.

Virement C4 approuvé le 01/09/2016 : des postes 2022 « Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles », 2024 « consommations énergétiques » et du poste 2120-01

« Mobilier : achat et renouvellement de mobilier » vers le poste receveur 2007 « Aménagement des locaux » d'un montant total de 5.500.000 € dans l'optique de financer certains projets et investissement liés à la sécurité des bâtiments.

Virement P4 approuvé le 13/10/2016 : des postes 2000 « Loyers » et 2003 « Aquisition d'immeubles » vers les postes 2005 « Construction d'immeubles » et 2007 « aménagements des locaux » d'un montant total de 2.910.448 € en vue du financement des travaux de sécurisation.

Virement P11 approuvé le 13/10/2016 : des postes 2000 « loyers », 2003 « Aquisition d'immeubles » et 2008 « gestion immobilière spécifique » vers le poste 2005-01 « Construction d'immeubles » en vue du financement des prestations supplémentaires de maîtrise d'oeuvre pour le projet ADENAUER d'un montant total de 4.000.000 €

Le tableau ci-après résume les crédits ayant été mobilisés lors des opérations de ramassage :

Poste	Intitulé	Montant du virement	Justification de l'excédent
1631	Mobilité	284.000 €	Besoins revus à la baisse ((jobkaart, gestion du Mobility point)
2000	Loyers	78.978 €	Changement de date d'échéance de certains contrats. Ajustement des crédits lié à la diminution des taxes estimées.
2007	Aménagement des locaux	291.000 €	Ajustement des réalisations effectives par rapport aux estimations initiales
2008	Gestion immobilière spécifique	1.295.059 €	Diminution des taxes communales estimées. Economies sur les missions d'assistance. Excédents liés aux résultats plus avantageux des contrats du bureau de contrôle et du contrôle système sécurité incendie en vigueur depuis début de l'année. Excédents de gestion. Décalage dans l'audit des bâtiments.
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des bureaux	8.277.293 €	Appel d'offres maintenance 3 lots gros-oeuvre/second oeuvre pour Strasbourg attribué fin décembre 2016 et premières commandes en 2017 ainsi qu'un lot à relancer. Appel d'offres maintenance gros-oeuvre/second oeuvre pour Bruxelles non attribué en 2016. Economies sur le coût de nettoyage (rationalisation de travaux et prix obtenus lors du nouvel appel d'offres). Prise en charge de la maintenance pour les bâtiments Maison de l'Histoire européenne et Square de Meeûs retardée car livraison reportée. Annulation et report à 2017 de l'appel d'offres « assistance à la gestion » pour les Bureaux d'Information. Pénalités contractuelles appliquées pour le contrat de maintenance à Bruxelles. Réduction des prévisions des travaux en régie sur le contrat maintenance VEOLIA (travaux effectués avec le contrat de travaux techniques spéciales sur compte 2007-03) à Bruxelles. Prise d'effet d'un avenant de maintenance le 15/07/2016 au lieu du 01/01/2016. Excédent de gestion.

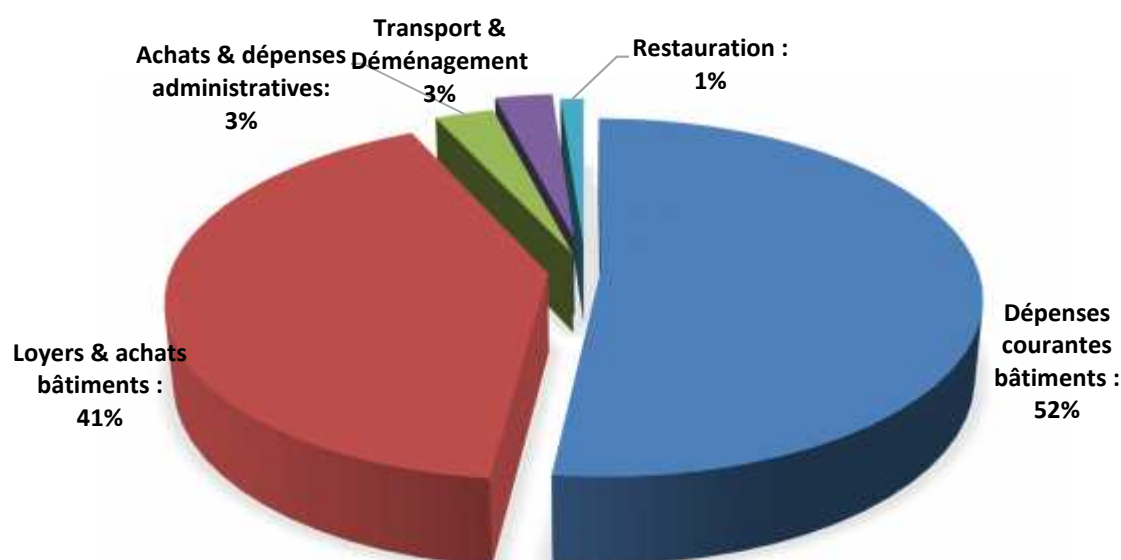
Poste	Intitulé	Montant du virement	Justification de l'excédent
2024	Consommations énergétiques	2.138.177 €	Approche optimisée dans la gestion des engagements pour les dépenses énergétiques. Excédents liés aux prix d'électricité plus avantageux du nouveau contrat en vigueur à Strasbourg depuis le 1 ^{er} juillet 2016.
2120	Mobilier	2.450.000 €	Renouvellement mobilier MEP prévu en 2017 après attribution du marché Réparation des sièges tribunes à Strasbourg reportée à 2017.
2140	Matériel et installations Techniques	186.000 €	Retard dans les appels d'offres. Diminution des achats de machines de bureau.
2160	Transport de députés, d'autres personnes et de biens	980.112 €	Crédits recettes affectées utilisés en priorité. Prix bas des carburants. Ajustement des crédits/estimations initiales. Utilisation des camions et chauffeurs propres à l'Institution.
2300	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	343.000 €	Consommation moyenne en baisse durant les premiers mois. Prix du nouveau contrat-cadre « consommables informatiques » inférieurs aux prévisions.
2360	Affranchissement de correspondance et frais de port	10.186 €	Consommations effectives de l'exercice moins importantes que les estimations initiales.
2370	Déménagements	205.824 €	Report du déménagement vers le nouveau bâtiment Havel à Strasbourg. Révision à la baisse due au non-renouvellement du mobilier MEP. Ajustement des crédits/estimations initiales.
2380	Autres dépenses de fonctionnement administratif	2.500 €	Ajustement des crédits/estimations initiales.
TOTAL		16.542.129 €	

Le virement de ramassage d'un montant de 53.500.000 € a été réalisé sur le poste 2001 « Redevances emphytéotiques » en décembre 2016. Dans un premier temps ce montant sera versé dans la fiducie et par la suite il servira pour couvrir le paiement des factures travaux, diminuant ainsi le coût de financement du projet KAD.

2.3.2. Crédits finaux et crédits engagés

A l'issue des deux opérations de ramassage effectuées à la fin de l'exercice 99 % des crédits finaux ont été engagés au titre des missions de la Direction générale.

Le graphique ci-après reprend la ventilation des crédits engagés en fonction des différents types de dépenses gérées par la Direction générale.



Dépenses courantes bâtiments :	131.165.961 €	52 %
Loyers & achats bâtiments :	104.201.813 €	41 %
Achats & Dépenses administratives :	7.373.972 €	3 %
Transport & Déménagement :	7.271.137 €	3 %
Restauration :	2.910.000 €	1 %
Total engagé	252.922.884 €	100 %

2.3.3. Crédits engagés et paiements effectués

Le taux de paiement des crédits engagés s'élève à 46 %.

Ce taux de paiement relativement faible s'explique notamment par les reports opérés sur le poste 2001 : les montants engagés sur le poste 2001 au titre du projet ADENAUER (dont 53.5 Mio € issus du ramassage 2016) ne seront payés qu'en fonction de l'avancement des travaux. Ils sont donc reportés dans leur totalité en 2017 en vue d'être utilisés pour reconstituer le fond de roulement prévu par les contrats via un placement sur le compte fiduciaire.

Par ailleurs, le taux de paiement des engagements liés à la maîtrise d'œuvre du projet ADENAUER et au Lot 02 (Gestion du chantier) est relativement faible (40%). Ceci s'explique principalement par les raisons suivantes : retard de facturation, retard constaté dans le planning, engagement des prestations mais facturation en 2017.

2.3.4. Utilisation des crédits reportés automatiquement et non- automatiquement de 2015 à 2016

Le taux d'utilisation des crédits reportés s'élève à 95 %. Ce taux se situe dans la moyenne haute comparativement aux résultats des derniers exercices budgétaires.

Le tableau ci-après liste les principaux postes où un reliquat de crédits reportés non utilisé non négligeable est avéré en 2016 :

Poste	Intitulé	Solde	Justification
2000	Loyers	66.533 €	Somme des petits reliquats liés notamment à des révisions de prix plus faibles que prévues.
2005	Construction d'immeubles	2.375.616 €	Arrêt d'études pour l'aménagement des espaces suite à la décision des autorités politiques Retard dans la facturation Estimations supérieures à la facturation réelle Bâtiment HAVEL : Les travaux complémentaires de sécurisation non prévus dans le cahier des charges ont entraîné du retard et modifié le planning initial des travaux avec une fin prévue le 28 février 2017. La conséquence du retard est que les crédits engagés en 2015 et reportés en 2016 n'ont pas pu être consommés dans leur totalité.
2007	Aménagements des locaux	1.712.801 €	Economies dans la gestion de travaux qui permettent un décompte final inférieur aux bons de commande Travaux non terminés / non réalisés Facturation tardive du contractant Bâtiment WEISS - Parlamentarium : Les travaux complémentaires non prévus dans le cahier des charges ont entraîné du retard et modifié le planning initial des travaux. La conséquence du retard est que les crédits engagés en 2015 et reportés en 2016 n'ont pas pu être consommés dans leur totalité.
2008	Gestion immobilière	445.202€	Solde des taxes communales inférieur à l'estimation initiale grâce à la bonne gestion des déchets.
2022	Nettoyage et entretien	2.558.054 €	Économies sur les prestations de nettoyage Décomptes de charges en faveur du PE Engagements reportés mais non utilisés (pour des régies par exemple ou opération annulées) Difficulté à finaliser la facturation pour un contrat cadre travaux techniques spéciales Pénalités importantes appliquées (contrat de maintenance des techniques spéciales)

Poste	Intitulé	Solde	Justification
			Annulation de travaux prévus dans le contrat de maintenance techniques spéciales Non réalisation de toutes les prestations de nettoyage prévues
2024	Consommations énergétiques	376.241 €	Consommations du dernier trimestre inférieures à l'évaluation (climat plus doux que prévu)
2140	Achats, renouvellement, location, entretien et réparation de matériel et d'installations techniques	291.578 €	Surestimation des besoins financiers pendant la phase initiale d'un contrat
2160	Matériel de transport	90.630 €	Consommations inférieures à l'évaluation au moment des reports de crédit
TOTAL		7.916.655 €	

2.3.5. Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées

2.3.5.1 Situation des crédits de dépenses spécifiques/RA

2.3.5.2 Situation des crédits reportés sur dépenses spécifiques/RA

Le taux de paiement des crédits de recettes affectées en pourcentage des crédits de recettes affectées (courantes et reportées) s'élève à 54.37 %.

Le tableau ci-après liste les postes principaux où les crédits engagés sur recettes affectées (nature 3) n'ont pas été utilisés en totalité en 2016 :

Principaux reliquats (à l'exception du poste 2000)

Poste	Intitulé	Solde	Justification
2007	Aménagements des locaux	68.815 €	Le nombre d'heures de régie commandé en 2015 a été légèrement surestimé
2022	Nettoyage et entretien	34.976 €	
2024	Consommations énergétiques	11.553 €	
TOTAL		115.344 €	

2.4. Résultats obtenus

One-Stop Shop

Depuis le 3 février 2014, le guichet unique pour les députés fonctionne comme un point de contact privilégié où les députés peuvent adresser toute demande relative aux services parlementaires.

Statistiques et état d'avancement des travaux

2016 étant la deuxième année complète de fonctionnement, près de 4500 demandes ont été reçues de plus de 700 membres actifs (en fait, plus de 90 % sont des députés actifs). Il convient également de noter que la majorité des 51 députés qui ont déjà quitté le Parlement au cours de ce mandat étaient également des clients.

En application de la décision du Bureau du 9 décembre 2013, le guichet unique des députés est tenu de procéder à des enquêtes de satisfaction des utilisateurs. La dernière enquête a été menée sur une période de 6 semaines à partir du 21 septembre 2015 et a abouti à une note globale sur la qualité de 94.7/100. Le service a pour objectif de maintenir ce niveau de satisfaction et procédera à une nouvelle enquête, après les élections de mi-mandat.

DIRECTION A

En termes de politique de maintenance des infrastructures du Parlement européen, l'objectif principal de la Direction des infrastructures de la Direction générale Infrastructures et Logistique est d'offrir aux Députés et au personnel du PE des conditions de travail optimales dans un patrimoine immobilier de haute qualité et efficace du point de vue énergétique, tout en veillant à leur sécurité, confort et bien-être. Dans cet esprit, et en ligne avec les objectifs de la Direction générale, en plus des actions menées de manière courante, quelques faits marquants de l'année 2016 (énumération non-exhaustive) peuvent être mentionnés.

En termes de gestion immobilière, à Luxembourg, une prolongation de la location du GEOS jusqu'à la fin 2018 a été négociée avec le bailleur du bâtiment afin de s'aligner sur le nouveau planning de livraison du bâtiment ADENAUER (30.09.2018). Grâce à l'abandon partiel du bâtiment GOLDBELL, une économie annuelle de 780.000 € a été réalisée par rapport à 2015. En outre, une économie annuelle supplémentaire de 90.000 € a été obtenue lors de la location partielle des emplacements de parking à partir de décembre 2016. À Bruxelles, la convention du futur nouveau bâtiment MONTOYER 63 destiné à héberger le centre de formation et des locaux administratifs a été signée.

Pour les activités de maintenance, à Luxembourg, l'optimisation des prestations de nettoyage ainsi que l'attribution de deux nouveaux contrats relatifs aux prestations de nettoyage et l'entretien des espaces verts ont mené à une économie totale d'environ 830.000 € sur les années 2015 et 2016 par rapport à 2014 (début d'optimisation des prestations). Sur ce même site, l'entrée en vigueur du contrat gros œuvre et second œuvre le 01.02.2016, a permis d'augmenter la qualité de service, de diminuer les délais d'intervention, d'obtenir des prix plus avantageux et de simplifier la gestion administrative. À Bruxelles, deux bâtiments viennent de compléter la liste de ceux dont

la maintenance est assurée par le contrat géré par la Direction des infrastructures, suite à leur réception. Il s'agit de la Maison de l'Histoire européenne et Square de Meeûs.

Parmi les autres actions liées à la maintenance à Bruxelles, on peut citer l'étude sur les possibilités d'amélioration de l'utilisation des ascenseurs et du trafic vertical des utilisateurs au SPINELLI (en cours), l'achèvement de la première phase de la rénovation de l'installation électrique du WIERTZ, la rénovation de la chaufferie du REMARD et des travaux indispensables pour assurer la continuité de service de la chaufferie du SPAAK. La rénovation de la cabine haute tension de l'ATRIUM a été achevée. Des appels d'offres pour la modernisation des installations de gestion technique centralisée et de détection incendie sont en préparation.

Pour améliorer l'efficacité environnementale, il est à remarquer qu'à Luxembourg, grâce à la gestion efficace des déchets ainsi qu'une meilleure affectation des containers, les coûts de traitement des déchets ont diminué de 35% durant les 5 dernières années, ce qui représente par ailleurs une économie totale de 230.000 € Toujours à Luxembourg, la consommation énergétique (notamment la consommation d'électricité) a été diminuée grâce à des améliorations techniques comme par exemple le remplacement des éclairages fonctionnant 24h/24. Ce dernier a mené à une économie annuelle d'environ 150.000 € sur le poste 2024. À Bruxelles, dans le cadre des actions avec un impact environnemental, la dernière phase de l'installation des compteurs d'énergie a débuté en 2016 et la réception provisoire du projet aura lieu début 2017.

Dans le cadre de l'implémentation de la stratégie d'une restauration diversifiée deux nouveaux restaurants (« Les Filles » et « Méditerranéen »), ainsi qu'une nouvelle sandwicherie ont été réalisés au bâtiment SPINELLI. Des fontaines à eau raccordées au réseau d'eau ont également été installées à Bruxelles et à Strasbourg.

Pour offrir des meilleures conditions de travail et de bien-être au travail, dans le bâtiment BRANDT, une zone « Sanitary Facilities » comprenant trois cabines de douche dont une pour personne à mobilité réduite a été réalisée à titre d'essai. Après une période de test, ce concept pourrait être étendu aux autres étages du bâtiment. L'application de ce concept au bâtiment SPINELLI pourrait être intégrée à la rénovation globale de celui-ci.

Dans un contexte plus large de programmation pluriannuelle de travaux d'entretien, des actions ponctuelles ont été menées à Bruxelles sur les systèmes de chauffage, de conditionnement d'air, sur le réseau de distribution électrique, sur les systèmes de gestion technique centralisée et de détection incendie, sur les ascenseurs, au niveau des parachèvements intérieurs, etc. À Strasbourg, capitalisant sur les investigations réalisées dans le cadre des expertises, les inspections des éléments de gros œuvre et second œuvre, ainsi que les actions de maintenance préventive, une démarche d'analyse des installations a été menée afin de mettre en place une programmation pluriannuelle de travaux d'entretien. Les principales actions en cours : rafraîchissement bureaux et circulation tour WEISS, remplacement pompes à chaleur du WEISS, rénovation des systèmes de sécurité incendie et de gestion technique centralisées, la réfection des pierres agrafées du bâtiment De MADARIAGA.

À Strasbourg, en 2016 il y a eu plusieurs avancées dans le cadre du dossier « Expertises judiciaires sur le bâtiment WEISS ». En effet, l'expertise est désormais terminée, le Collège d'Experts commis par le Tribunal de Grande instance de Strasbourg ayant déposé son rapport définitif le 25 mars 2015. Des conclusions sont en préparation par le Service Juridique pour permettre la poursuite de l'action judiciaire. Concernant le

« flochage » les travaux pour la charpente jaune et la charpente bleue attribués en 2015 ont été réceptionnés le 18 novembre 2016. Les travaux de sécurisation de la "coque en bois" ont été attribués fin 2016 pour une opération qui se terminera fin 2017. Concernant « les désordres divers » la majeure partie des travaux a été réalisée en 2016, il reste à finaliser les travaux contre les « infiltrations d'eau en sous-sol » début 2017.

Pour ce qui concerne les Bureaux d'information, les principales actions menées en 2016 sont énumérées ci-après. À Bazoches, les travaux d'extension de la salle de conférence de la Maison Jean Monnet, pour un montant de 1.700.000 € ont été réceptionnés le 18 juillet 2016. Depuis, les nouveaux aménagements sont fréquemment utilisés par de nombreuses entités du Parlement.

A Berlin, après la réception en octobre 2015 des travaux de rénovation des surfaces actuellement occupées, pour 2,9 Mio € à charge du propriétaire, les travaux d'agrandissement de l'espace public au rez-de-chaussée, pour 1.385.000 € ont été terminés début mai 2016. L'inauguration officielle de l' "Erlebnis Europa" a eu lieu le 12 mai 2016 et a depuis, reçu 90.000 visiteurs.

A Ljubljana, les travaux d'aménagement spécifique dans la nouvelle Maison de l'Europe, pour un montant de 825.000 € ont été réceptionnés le 27 septembre 2016. L'occasion a été saisie pour installer des éléments interactifs dans l'espace public afin de le rendre plus attrayant. Les services ont emménagé mi-octobre dans les nouveaux locaux.

Pour les Maisons de l'Europe de Varsovie, Paris et Barcelone, les avenants de prolongation des baux ont été signés courant 2016.

DIRECTION B

En 2016, la restructuration de différents services de la Direction de la Logistique s'est poursuivie, l'accent étant mis sur l'amélioration de la qualité des services aux députés sur base d'une gestion efficace des ressources disponibles ainsi que de l'accroissement de l'environnement durable, conformément aux principes définis dans le plan d'action EMAS et d'après d'autres décisions prises par les autorités politiques et budgétaires.

Une tâche essentielle était d'assurer le suivi de la décision de principe prise par le Bureau le 23 novembre 2015 concernant l'internalisation du service des chauffeurs et de préparer toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès de sa mise en œuvre (programmation et outils de gestion), en étroite coopération avec la DG PERS et le Service juridique.

En outre, le fonctionnement correct et efficace des services de restauration du Parlement a été garanti tout en poursuivant les différentes mesures d'application liées à la stratégie du Parlement 2014-2019 adoptée par le Bureau le 10 juin 2013, qui vise à maintenir des services de haute qualité aux députés et au personnel en introduisant la concurrence dans le secteur, en réduisant les subventions budgétaires et en soulignant l'importance des choix nutritionnels sains et durables.

Au cours de l'année 2016, la mise en œuvre de la réforme (nouvelles méthodes de travail et restructuration) des Unités des Huissiers de Conférence et des Huissiers d'Etage a été finalisée afin de garantir des services de haute qualité aux députés et à l'administration du Parlement.

Une autre mission importante a été la création suite à la décision prise par le Secrétaire général de l'Unité Attribution des Bureaux et Déménagement afin d'améliorer le service à la clientèle, avec l'ambition de créer un système de «guichet unique» pour traiter tous les aspects liés aux déménagements de bureaux. Dans le cadre de la politique environnementale du Parlement et du projet en cours relatif à un Parlement «zéro papier», la mise en place d'un partage des cantines pour le personnel a débuté.

La politique actuelle dans le domaine du mobilier pour les députés et le personnel se fonde sur les principes de flexibilité, d'adaptabilité, de l'ergonomie et des solutions de recyclage et de réutilisation. Par conséquent, un projet «remeubler les bureaux des députés à Bruxelles» a été lancé par la DG INLO afin de créer une atmosphère accueillante et représentative sur le lieu de travail axé sur l'image du Parlement européen. À la suite de l'approbation du projet par le groupe de travail du Bureau «Bâtiments, Transports et Parlement vert» en mai 2015, la DG INLO, avec la participation active des autres directions générales et du Service juridique, a entamé une procédure de passation de marché sous la forme d'une procédure de dialogue compétitif. La procédure est maintenant dans la phase de dialogue, après sélection de cinq fabricants de meubles et d'entreprises de logistique les plus appropriés. Le dialogue devrait arriver à son terme d'ici à mars 2017.

DIRECTION C

La Direction des Ressources a contribué aux objectifs 2016 de la Direction générale tant par le biais de réalisations opérationnelles propres que par le support fourni aux autres entités de la Direction générale (Direction des Infrastructures, Direction de la Logistique et Direction des Projets immobiliers), en accord avec son mandat historique.

Suite à la décision du Bureau le 11 avril 2016 sur l'internalisation du service de transport des députés au sein du PE, la Direction a procédé l'organisation de la procédure de recrutement de 110 chauffeurs. La prise de fonctions des nouveaux chauffeurs débutera le 16 janvier 2017 et continuera par étapes successives.

Dans ce même cadre, les services en charge des marchés publics ont contribué aux aspects matériels de ladite internalisation. Un nombre adéquat de véhicules de service seront mis à disposition de la Direction de la Logistique, responsable des services de transport des Députés. Cette mise à disposition a été rendue possible par la conclusion d'un contrat-cadre avec remise en concurrence de trois opérateurs économiques (actifs sur le secteur du leasing opérationnel) à chaque commande de véhicules. Il est à noter que ces mêmes services ont réalisé la passation de divers marchés en rapport avec les objectifs de la Direction générale, à savoir les activités de maintenance des bâtiments et les projets immobiliers sur les trois lieux de travail (Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg) mais aussi dans les États-membres (bureaux d'information) ainsi que les actions logistiques, en particulier la réalisation d'une procédure de dialogue compétitif avec négociation aux fins de renouvellement du mobilier des Députés.

L'accessibilité des bâtiments a fait l'objet d'un audit, en exécution jusqu'en 2019. En 2016, parmi les bâtiments qui ont fait l'objet des travaux d'audit, figurent notamment les bâtiments - classés ERP (établissements recevant du public) - sis à Strasbourg. Lesdits travaux ont débouché sur un agenda d'adaptabilité programmée approuvé par les autorités compétentes locales qui prévoit 16 millions de travaux d'adaptation des bâtiments aux PMR, étalés sur 9 ans, soit d'ici 2025.

La Direction a pu contribuer à l'efficacité environnementale de par le plan de suppression des imprimantes individuelles. D'autres réalisations en matière de logiciels dédiés à la Direction de la Logistique sont à souligner également. En outre, le groupe de travail inter-DG mis en place et présidé par la Direction des Ressources (Unité Finances) lors de l'exercice 2015 a porté ses fruits en 2016, avec la rédaction d'un rapport définissant les options possibles en matière de stratégie de financement à long-terme des projets immobiliers.

DIRECTION D

Dans l'ensemble, 2016 a été une année d'avancements importants pour tous les projets les plus significatifs de la Direction, dont le planning qui est respecté globalement, sauf quelques décalages dus notamment aux décisions prises par les autorités politiques en matière de sécurité et qui ont entraîné la modifications de certains projets déjà lancés.

Pour l'Unité Projets Bruxelles, il faudrait signaler notamment la réception des travaux de la Maison de l'Histoire Européenne et du projet dépose-reprise au bâtiment ATRIUM, l'acquisition de l'immeuble MARTENS et les travaux de sécurisation aux entrées des différents bâtiments.

Pour l'Unité Projets Luxembourg, les travaux au bâtiment ADENAUER se sont poursuivis selon le planning et la collaboration avec les autorités luxembourgeoises est excellente.

Quant à l'Unité Projets Strasbourg, les travaux complémentaires de sécurisation non prévus dans le cahier des charges ont modifié le planning initial des travaux du bâtiment HAVEL, avec une fin qui est maintenant prévue pour le 28 février 2017.

Il importe de signaler que, conformément aux objectifs de la Direction générale, l'état d'avancement des projets est régulièrement communiqué aux instances compétentes (Bureau, Questeurs, Groupe de travail sur les Bâtiments, Transport et Parlement Vert) et que tous les projets prévoient des mesures précises en matière d'efficacité environnementale, d'amélioration de l'accessibilité aux locaux et de perfectionnement des conditions de travail, en intégrant les tout récents impacts en matière de sécurité.

Etat d'avancement des "Programmes de travail administratif" en cours à la Direction générale.

Les avancées de la Direction générale dans le cadre des projets de la DG inclus dans le cadre d'exécution Stratégique de l'Institution sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Projet 1	Stratégie de financement pour les investissements immobiliers
<p>Un groupe de travail inter DG (DG INLO/DG FINANCES/Service Juridique) a été nommé en juin 2015 afin d'évaluer différentes options liées au financement des futurs projets immobiliers du Parlement, en prenant en considération leurs aspects légaux, économiques, financiers, qualitatifs et administratifs.</p> <p>De nombreux échanges avec des experts invités, qui ont présenté les projets immobiliers gérés et partagé l'expérience tirée ont permis de dresser un bilan des expériences du Parlement et des autres institutions de l'UE.</p> <p>Le rapport a été adopté en septembre 2016.</p> <p>Ce rapport présente notamment les informations suivantes : une évaluation des besoins de financement pour des projets futurs, une boîte à outils présentant les options de financement et un aperçu de l'expérience des institutions de l'UE dans le financement des grands projets d'infrastructure.</p>	
Projet 2	Stratégie immobilière à moyen terme
<p>La DG INLO a établi une stratégie immobilière révisée (2015-2020) qui a été soumise au Bureau. Ce dernier a tenu une première délibération sur le texte lors de sa réunion du 7 septembre 2015. Le groupe de travail « Politique immobilière, transport et Parlement vert » a ensuite discuté plus en détail la proposition lors de sa réunion du 23 septembre 2015. Une décision définitive sur la stratégie immobilière à moyen terme devrait être prise par le Bureau (décision non encore prise en 2016).</p>	
Projet 3	Extension du bâtiment ADENAUER à Luxembourg
<p>Suite à la décision du Bureau du 06 juillet 2015 et aux retards subis pendant l'année 2016, notamment suite au recours d'un soumissionnaire concernant le résultat de l'appel d'offres n°6, la fin du chantier Est est désormais prévue en septembre 2018. La fin du chantier Ouest est prévue en mai 2021.</p>	
Projet 4	Rénovation du bâtiment HAVEL à Strasbourg
<p>Le chantier est en cours. La fin des travaux est planifiée pour le 28 février 2017.</p>	
Projet 5	Travaux d'amélioration pour l'accueil des visiteurs à l'ATRIUM et planification des travaux de rénovation du bâtiment SPAAK
<p>Le chantier du projet de dépose – reprise des visiteurs dans le bâtiment Atrium s'est terminé au printemps 2016.</p>	

Projet 6	Construction et aménagement du bâtiment MARTENS à Bruxelles
<p>Le bâtiment MARTENS à Bruxelles a été acquis en juin 2016 et les travaux d'aménagements spécifiques au Parlement européen ont démarré en octobre après mise en ordre des remarques liées à la construction.</p>	
Projet 10	Mise en place de la nouvelle stratégie de restauration 2014-2019
<p>Différentes mesures ont été mises en place pour réduire le gaspillage alimentaire, comme la notion «ma portion» en donnant le choix de grandes et petites portions à des prix différents, en pesant les restes dans le but d'une diminution progressive de ces derniers et en donnant également des invendus alimentaires à des œuvres caritatives telles que la Banque Alimentaire de Bruxelles.</p> <p>Des points de vente supplémentaires à Bruxelles ont ouvert : Restaurant bio «Les Filles» au cours de la première semaine de septembre 2016 et le restaurant de style méditerranéen en novembre 2016.</p> <p>Afin d'avoir une emprise sur l'ensemble de la chaîne alimentaire et des services, les audits sur la fluidité du service, la qualité de l'offre alimentaire, le respect des grammages, les tarifs et normes d'hygiène et les normes environnementales sont envisagés avec une remontée régulière de l'information vers les parties prenantes responsables. Cela permettra au Parlement conjointement avec les contrôleurs internes de garantir des normes de qualité élevées pendant la durée des contrats avec les prestataires de services.</p>	
Projet 11	Offre consolidée pour les visiteurs à Bruxelles
<p>Le chantier du projet de dépose – reprise des visiteurs dans le bâtiment Atrium s'est terminé au printemps 2016. Les études du projet de salles de séminaires pour les visiteurs à proximité de l'espace de dépose - reprise ont été entamées. Le chantier de la Maison de l'Histoire européenne a été réceptionné le 2 septembre 2016.</p>	
Projet 12	Evaluation en cours des immeubles vieillissant en vue d'une planification dynamique de la rénovation immobilière
<p>Un groupe de travail constitué des unités de maintenance de chaque site est en train d'évaluer une méthode intégrée de suivi et de gestion du vieillissement des bâtiments et des investissements y attenants.</p> <p>L'activité de ce groupe de travail s'est poursuivie en 2016 par la visite d'une autre Institution (l'Office européen des brevets à Munich) qui utilise un logiciel ad hoc, puis la mise en œuvre à titre d'essai sur un immeuble du Parlement européen (mai-juin). Actuellement en phase de rédaction, le rapport final sera disponible fin janvier 2017.</p>	
Projet 13	Politique de maintenance renforcée - nouvelle étape
<p>Renouvellement de la Gestion technique centralisée et des systèmes de protection incendie à Bruxelles et à Strasbourg</p> <p>Les nouvelles installations de Protection Incendie et de Gestion Technique Centralisée renforceront la sécurité et la sûreté des occupants des bâtiments tout en améliorant les</p>	

services offerts aux députés européens et en fournissant un outil pour la mise en œuvre de la politique EMAS de l'institution.

Bruxelles

Pour les deux projets, les spécifications techniques ont été finalisées en 2016. L'appel d'offres se déroulera en 2017.

Strasbourg

Système de protection Incendie

La définition d'une approche stratégique a été achevée en 2016. Après son annotation par le groupe de travail du Bureau sur les bâtiments, la spécification technique sera rédigée en 2017, et l'appel d'offres d'ici la fin de l'année.

Gestion technique du bâtiment

La définition d'une approche stratégique sera lancée début de l'année 2017. D'autres actions seront déterminées dans l'approche stratégique.

Projet 14

Prospection immobilière

Nouveau centre administratif à Bruxelles

En l'absence de décision politique sur les besoins précis à couvrir, la procédure immobilière pour le nouveau centre administratif a été abandonnée.

Nouveau centre de formation à Bruxelles

L'usufruit pour le nouveau centre de formation au MONTOYER 63 a été signé le 27 avril 2016.

L'offre du nu-propiétaire prévoit la démolition du bâtiment MONTOYER 63 actuel et la reconstruction d'un nouveau centre de formation à son emplacement. L'offre prévoit également la location du bâtiment temporaire BELMONT en face du MONTOYER 63 pendant les 24 mois que durera la construction du nouveau centre de formation.

Suite à des travaux d'adaptation, les services hébergeant l'ancien bâtiment MONTOYER 63 ont déménagé vers le bâtiment BELMONT en fin novembre 2016.

Les travaux pour la reconstruction du nouveau MONTOYER 63 sont en cours. Le projet initial est modifié et environ 1/3 des espaces seront transformés en bureaux. Les travaux de sécurisation prévus ont été réévalués suite aux attentats de Bruxelles et feront l'objet d'un avenant relativement coûteux.

Projet 15

“Corporate image” pour la fourniture de mobilier destiné aux Membres

Un appel d'offres a été lancé fin 2015 et la DG INLO a opté pour la procédure de passation de marché « dialogue compétitif ». Cette procédure vise à obtenir une rentabilité élevée et des résultats satisfaisants. L'objectif de cette procédure est de prendre en considération les derniers développements technologiques sur le marché et l'expertise des opérateurs du marché, afin de déterminer avec eux les meilleures solutions répondant aux besoins et aux exigences de l'institution, tout en garantissant la transparence et l'égalité de traitement. Bien qu'il y ait peu d'expérience concernant cette procédure, le dialogue entamé à la fin du mois de novembre 2016 a bien démarré promettant de bons résultats. Bien que la décision finale sur le programme d'acquisition sera décidée en fonction de la faisabilité et de la compétitivité, le dialogue est actuellement axé sur une approche « pay for use » par voie de leasing du mobilier. Le dialogue devrait arriver à son terme d'ici mars 2017, puis l'évaluation et, enfin, l'attribution du marché devrait avoir lieu en mai 2017 au plus tard.

3. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COÛT-EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART 66.9 RF).

Statistiques

Dans le cadre des activités de contrôle interne de la Direction générale pour la période de référence (janvier à fin décembre 2016), le Service 'ex-ante' a **examiné 7090 dossiers** (statistiques Finord), parmi lesquels :

- 1891 dossiers de propositions d'engagement de dépenses ;
- 4880 dossiers d'ordonnance de dépenses ;
- 155 dossiers de liquidation d'engagement de dépenses ;
- 164 dossiers d'ordres de recouvrement.

Dans ces statistiques sont également inclus 95 propositions de créances ainsi que 27 ordres permanents. Il est à noter que le nombre de pièces budgétaires traitées montre une augmentation de 5% par rapport à l'exercice précédent.

Suite aux vérifications effectuées, **296 dossiers** ont été renvoyés aux différents services initiateurs sous forme de "REF" et **6** sous forme d'observations "OBS". Pour rappel, une "REF" est émise pour demander la correction d'une erreur ou d'information complémentaire, adressée directement à l'initiateur financier. Une "OBS" est une observation envoyée à l'ordonnateur subdélégué ou délégué en cas d'erreur substantielle ou structurelle nécessitant son intervention. En 2016, la grande majorité des points soulevés par le contrôle "ex-ante" ont pu être rectifiés et la pièce budgétaire en question validée.

Cinq pièces budgétaires ont fait l'objet d'un avis non-conforme et ensuite d'une décision de passer-oltre de la part de l'ordonnateur délégué (les détails figurent dans l'annexe 6.3.).

Outre les transactions imputées sur le budget du Parlement européen, le service de contrôle "ex-ante" a été chargé de la vérification des factures concernant le **projet de construction du nouveau bâtiment ADENAUER** et ce, à partir du 29 février 2016. Pour rappel, le financement de ce projet est assuré par une entité à vocation particulière (special purpose entity), créée conjointement par le Parlement, l'Etat luxembourgeois et la banque BNP Paribas, la Société Immobilière KAD (SI KAD). Les comptes de cette entité sont alimentés à partir du budget du Parlement via un compte de fiducie. Ensuite, les paiements aux sociétés de construction sont exécutés à partir des comptes de la SI KAD, sur base de l'instruction du Directeur-général de la DG INLO.

Selon l'avancement du projet, le nombre de sociétés actives sur le chantier s'élevait à 14 fin 2016. Au total, le service "ex-ante" a vérifié **54 factures** et **8 libérations** de fiducie (transferts entre le compte de fiducie et les comptes de la SI KAD).

En ce qui concerne les procédures de **passation de marchés**, un total de **110 dossiers** a été vérifié et validé par le service de contrôle "ex-ante" :

- 37 procédures présentées en "pré-saisine" ;
- 59 dossiers d'attribution ;
- 14 procédures négociées pour les marchés de faible valeur, sans pré-saisine.

Sur les dossiers de pré-saisine, 18 avis ont été émis.

Ressources vs. charge de travail

La charge de travail mentionnée ci-dessus a été assumée par une équipe composée de 7 vérificateurs (1 AD et 6 AST). En ce qui concerne la méthodologie des vérifications, il convient de noter que début 2016, il a été décidé que chaque pièce budgétaire serait contrôlée par un seul vérificateur, avec la possibilité de consulter les collègues en cas d'ambiguïté. Cette rationalisation des ressources a été décidée sur base du principe de proportionnalité et est pleinement en ligne avec les dispositions de l'article 66 du Règlement financier, ainsi qu'avec celles des articles 49 et 60 des Règles d'application concernant ce sujet. Sans préjudice à cette décision, les factures KAD sont soumises à une double vérification par 2 vérificateurs séparés.

Ainsi, vu le nombre total des transactions budgétaires (**7090**), chaque vérificateur a traité **en moyenne 1013 pièces budgétaires** et 18 factures et transferts concernant le projet KAD.

En 2016, au sein du service de contrôle "ex-ante", les dossiers de **passation de marchés** ont été traités par une cellule composée de **4 vérificateurs**. Chaque dossier est soumis à une double vérification par 2 vérificateurs séparés. Ainsi, les vérificateurs concernés ont traité **55 dossiers** de pré-saisine et d'attribution en moyenne par personne.

En plus des activités quantifiables du service ex-ante, il convient de noter que les vérificateurs endossent également un rôle de conseil/helpdesk vis-à-vis des services opérationnels. Le temps consacré à donner des informations et avis sur les questions des gestionnaires, concernant les divers dossiers n'est pas comptabilisé, mais représente un service important et apprécié par les unités opérationnelles. S'y ajoute la contribution aux procédures dans le cadre de la mise à jour du manuel des procédures.

En ce qui concerne les mouvements du personnel du service, l'année 2016 a été marquée par le départ d'un vérificateur, qui a été remplacé par un nouveau collègue recruté à partir du 1er septembre.

Pour ce qui est du rapport coût-efficacité des contrôles, il convient de souligner qu'à défaut de méthodologie centrale directement applicable concernant l'établissement des coûts des activités de contrôle et de formule permettant de mesurer ce rapport de façon applicable à toutes les DGs du Parlement, il est malaisé de fournir une analyse homogène à ce sujet. Les informations ci-dessus ont donc été fournies à titre d'orientation, afin de donner une image chiffrée et raisonnable de la charge de travail assumée et des ressources y affectées.

Circuit numérique

Afin de simplifier les circuits entre le site de Strasbourg et Luxembourg et suite à une analyse approfondie de la stratégie numérique de l'institution et des outils disponibles, un circuit numérique a été introduit à partir du 16 février 2016, uniquement pour les engagements de dépense de l'unité Maintenance Strasbourg. L'objectif du projet était de tester les avantages et contraintes de la transmission des documents justificatifs entre le service initiateur et le service "ex-ante". Sur base des expériences positives, le projet a été élargi à l'unité Projets Strasbourg à partir du 25 juillet 2016. Le nombre d'engagements ainsi traités s'élève à **307, représentant 16%** de tous les engagements de dépenses.

4. CONCLUSIONS

L'année 2016 marque la continuation des chantiers de grande ampleur. A la construction ou l'acquisition de nouveaux immeubles vient en effet s'ajouter la nécessaire rénovation programmée du parc immobilier existant.

Outre la réalisation du projet ADENAUER à Luxembourg dont la phase de construction continue, divers projets majeurs se poursuivent :

- la construction de la Maison de l'Histoire Européenne à Bruxelles dont l'ouverture est prévue en mai 2017 s'est achevée avec la réception provisoire accordée en septembre 2016 ;
- le bâtiment MARTENS à Bruxelles a été acquis en juin 2016 et les travaux d'aménagements spécifiques au Parlement européen ont démarré en octobre après mise en ordre des remarques liées à la construction. Les consultations des futurs utilisateurs ont été conduites durant l'automne 2016 ;
- en 2016, d'importants travaux de sécurisation ont été lancés, plus particulièrement sur le site de Bruxelles ;
- la rénovation complète du bâtiment HAVEL à Strasbourg pour lequel les travaux ont débuté en fin d'année 2014 et s'achèveront en février 2017 ;
- les travaux d'aménagement du mini-parlementarium se sont poursuivis à Strasbourg et la livraison est prévue en juin 2017 ;
- l'important programme de rénovation du parc immobilier à venir ;
- l'internalisation du service des chauffeurs dont la prise de fonction débutera en janvier 2017 et continuera par étapes ;
- l'établissement d'une politique immobilière à moyen terme révisée en vue d'une adoption en 2017.

5. DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ

Je soussignée Leena Maria LINNUS

Directeur général de la Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

en ma qualité d'ordonnateur délégué déclare par la présente que j'ai l'assurance raisonnable que :

- a) les informations contenues dans le rapport donnent une image fidèle de la situation ;
- b) les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière
- c) les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Cette assurance raisonnable se fonde sur mon propre jugement et sur les éléments d'information à ma disposition, comme, par exemple, les résultats de l'auto-évaluation, des contrôles ex-post et des observations du Service d'audit interne ainsi que les enseignements retirés des rapports de la Cour des comptes relatifs aux exercices antérieurs à celui de cette déclaration.

Confirme en outre n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'institution.

Fait à **LUXEMBOURG**

le **31 -01- 2017**

Signature



Leena Maria LINNUS
Directeur général
Direction des infrastructures et de la logistique

6. ANNEXES

6.1. Relevés d'exécution budgétaire 2016

(Unité Finances)

6.1.1. Crédits courants

Situation Finord au 31 décembre 2016

Poste	Intitulé du poste	Crédits initiaux	Virement - budg suppl	Crédits finaux	Engagements contractés	Crédits disponibles	% Util.	Paiements effectués	%	Solde des engagements
1631	Mobilité	754.000	-284.000	470.000	448.688	21.312	95	336.909	75	111.779
1652	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	1.365.000	-750.000	615.000	615.000	0	100	376.566	61	238.434
2000	Loyers	33.058.000	-73.978	32.984.022	32.913.006	71.016	100	31.525.695	96	1.387.311
2001	Redevances emphytéotiques	0	53.500.000	53.500.000	53.500.000	0	0	0	0	53.500.000
2003	Acquisition de biens immobiliers	0	0	0		0	0		0	0
2005	Construction d'immeubles	15.770.000	2.216.552	17.986.552	17.788.807	197.745	99	6.597.733	37	11.191.073
2007	Aménagement des locaux	57.045.440	4.017.550	61.062.990	60.652.106	410.884	99	15.248.408	25	45.403.698
2008	Autres dépenses afférentes aux immeubles	5.256.000	-2.325.059	2.930.941	2.768.631	162.310	94	1.689.074	61	1.079.557
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	62.944.000	-10.877.293	52.066.707	51.216.628	850.079	98	35.626.849	70	15.589.779
2024	Consommations énergétiques	19.660.000	-3.638.177	16.021.823	15.852.979	168.844	99	12.211.998	77	3.640.981
2028	Assurances	680.000	0	680.000	675.617	4.383	99	622.832	92	52.785
2120	Mobilier	5.934.000	-3.850.000	2.084.000	2.078.911	5.089	100	906.062	44	1.172.849
2140	Matériel et installations techniques	4.010.000	-186.000	3.824.000	3.712.472	111.528	97	2.520.921	68	1.191.550
2160	Matériel de transport	6.682.000	-775.112	5.906.888	5.651.674	255.215	96	5.125.545	91	526.128
2300	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	1.510.000	-343.000	1.167.000	1.145.531	21.469	98	873.273	76	272.257
2360	Affranchissement de correspondance et frais de port	16.000	-10.186	5.814	3.132	2.682	54	1.832	58	1.300
2370	Déménagements	1.440.000	-205.824	1.234.176	1.167.644	66.532	95	908.656	78	258.988
2380	Autres dépenses de fonctionnement administratif	495.000	-17.500	477.500	437.059	40.441	92	262.993	60	174.066
3040	Frais divers de réunions internes	1.400.000	900.000	2.300.000	2.295.000	5.000	100	2.020.202	88	274.798
TOTAL DG INLO		218.019.440	37.297.973	255.317.413	252.922.884	2.394.529	99	116.855.550	46	136.067.334

6.1.2. Crédits reportés automatiques

Situation Finord au 31 décembre 2016

Poste	Intitulé du poste	Crédits reportés	Paiements effectués	%	crédits disponibles
1631	Mobilité	297.058	286.205	96	10.853
1652	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	27.735	27.735	100	0
2000	Loyers	1.479.440	1.412.907	96	66.533
2001	Redevances emphytéotiques	71.576.030	71.576.030	100	0
2003	Acquisition de biens immobiliers				
2005	Construction d'immeubles	13.434.687	11.059.071	82	2.375.616
2007	Aménagement des locaux	31.050.125	29.337.324	94	1.712.801
2008	Autres dépenses afférentes aux immeubles	2.217.978	1.772.777	80	445.202
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	23.400.387	20.842.333	89	2.558.054
2024	Consommations énergétiques	2.725.099	2.348.858	86	376.241
2028	Assurances	28.484	1.428	5	27.056
2120	Mobilier	1.265.877	1.242.433	98	23.443
2140	Matériel et installations techniques	1.739.906	1.448.328	83	291.578
2160	Matériel de transport	675.797	585.167	87	90.630
2300	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	245.073	222.589	91	22.484
2360	Affranchissement de correspondance et frais de port	2.000	1.500	75	500
2370	Déménagements	81.150	75.772	93	5.378
2380	Autres dépenses de fonctionnement administratif	129.401	105.564	82	23.837
3040	Frais divers de réunions internes	568.132	568.132	100	0
TOTAL DG INLO		150.944.358	142.914.154	95	8.030.205

6.1.3. Crédits reportés non automatiques

Situation Finord au 31 décembre 2016

Poste	Intitulé du poste	Crédits reportés	Paiements effectués	%	Solde des engagements
					0
					0
TOTAL DG INLO		0	0		0

6.1.4. Crédits de dépenses spécifiques / recettes affectées (RA)

Situation Finord au 31 décembre 2016

Poste	Intitulé du poste	Crédits actuels	Engagements contractés	Crédits disponibles	% Util.	Paiements effectués	%	Solde des engagements
1652	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	1.803.589	0	1.803.589	0	0	0	0
2000	Loyers	4.865.040	0	4.865.040	0	0	0	0
2001	Redevances emphytéotiques	0	0	0	0	0	0	0
2003	Acquisition de biens immobiliers	13.354	0	13.354	0	0	0	0
2005	Construction d'immeubles	1.414.500	1.184.600	229.900	84	186.570	16	998.030
2007	Aménagement des locaux	1.126.811	1.822	1.124.989	0	0	0	1.822
2008	Autres dépenses afférentes aux immeubles	58.112	5.723	52.390	10	0	0	5.723
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	342.435	38.152	304.283	11	3.372	9	34.780
2024	Consommations énergétiques	1.480.039	10.353	1.469.686	1	0	0	10.353
2028	Assurances	5.524	0	5.524	0	0	0	0
2120	Mobilier	187.500	0	187.500	0	0	0	0
2160	Matériel de transport	149.855	61.996	87.859	41	0	0	61.996
2300	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	23.269	19.811	3.458	85	19.811	100	0
2380	Assurances diverses	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DG INLO		11.470.028	1.322.456	10.147.572	12	209.752	16	1.112.704

6.1.5. Crédits reportés de dépenses spécifiques / RA

Situation Finord au 31 décembre 2016

Poste	Intitulé du poste	Crédits actuels	Engagements contractés	Crédits disponibles	% Util.	Paiements effectués	%	Solde des engagements
1652	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	1.496.612	1.496.612	0	100	1.090.763	73	405.849
2000	Loyers	3.195.723	482.995	2.712.728	15	465.163	96	17.832
2001	Redevances emphytéotiques	0	0	0	0	0	0	0
2003	Acquisition de biens immobiliers	0	0	0	0	0	0	0
2005	Construction d'immeubles	1.188.448	1.158.448	30.000	0	0	0	1.158.448
2007	Aménagement des locaux	126.598	119.961	6.637	95	55.212	46	64.749
2008	Autres dépenses afférentes aux immeubles	151.009	151.009	0	100	19.724	13	131.284
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	734.202	722.280	11.922	98	507.637	70	214.643
2024	Consommations énergétiques	137.011	116.357	20.653	85	116.357	100	0
2120	Mobilier	55.440	55.124	316	99	55.124	100	0
2160	Matériel de transport	17.902	17.406	496	97	12.905	74	4.501
2300	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	515	515	0	100	515	100	0
2370	Déménagements	0	0	0	0	0	0	0
2380	Autres dépenses de fonctionnement administratif	162	0	162	0	0	0	0
TOTAL DG INLO		7.103.621	4.320.707	2.782.914	61	2.323.401	54	1.997.306

6.1.6. Engagements reportés dépenses spécifiques / RA

Situation Finord au 31 décembre 2016

Poste	Intitulé du poste	Crédits actuels	Engagements contractés	% Util.	Paiements effectués	%	Reste à payer
1652	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	713.641	713.641	100	713.641	100	0
2000	Loyers	73.673	72.514	98	0	0	72.514
2007	Aménagement des locaux	549.180	549.180	100	480.364	87	68.815
2008	Autres dépenses afférentes aux immeubles	18.322	18.322	100	18.322	100	0
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	96.959	96.959	100	61.984	64	34.976
2024	Consommations énergétiques	34.833	34.833	100	23.281	67	11.553
2160	Matériel de transport	105.686	105.686	100	102.258	97	3.428
TOTAL DG INLO		1.592.294	1.591.135	100	1.399.850	88	191.285

6.1.7. Crédits de dépenses spécifiques (nature 9)

Situation Finord au 31 décembre 2016

Poste	Intitulé du poste	Crédits actuels	Engagements contractés	Crédits disponibles	% Util.	Paiements effectués	%	Solde des engagements
2003	Acquisition de biens immobiliers	85.897.000	74.250.579	11.646.421	86	74.250.579	100	0
TOTAL DG INLO		85.897.000	74.250.579	11.646.421	86	74.250.579	100	0

6.2. Rapport sur le respect des délais de paiement

Factures payées en 2016		Intérêts de retard à payer à la demande (<=200 €)	Intérêts de retard à payer d'office (>=200€)	Pas d'intérêts de retard à payer	Total
Endéans le délai	Nombre de factures			5854	5854
	Montant total des factures (EUR)			321.837.352	321.837.352
Hors délai	Nombre de factures	443	3		446
	Montant total des factures (EUR)	4.289.074	183.005		4.472.080
	Montant des intérêts de retard (EUR)	3.782	787		4.569
Nombre total de factures		444	3	5854	6300
Montant total des factures (EUR)		4.289.074	183.005	321.837.352	326.309.432

Près de 93 % des factures ont fait l'objet d'un règlement dans les délais contractuels et le délai moyen de paiement était de 19 jours, ce qui témoigne d'une gestion en grande majorité efficace dans le traitement des factures (délai de paiement fixé contractuellement à 30, 60 ou 90 jours). Le délai moyen de paiement a été réduit par rapport à la moyenne de l'exercice précédent (21 jours) ; la mise en place de la signature électronique des paiements fin 2015, ainsi que l'introduction progressive courant 2016 d'un circuit numérique avec le site de Strasbourg vient expliquer en majeure partie cette diminution.

En 2016, 3 factures (soit 0.05 % du total) ont donné lieu au paiement d'intérêts de retard pour un montant total de 787 EUR.

Justifications liées aux factures ayant généré de paiement d'intérêts de retard d'office : Trois unités sont concernées. Ces intérêts de retard s'expliquent essentiellement par des délais dans le traitement interne initial des factures ayant abouti au dépassement du délai de paiement contractuel.

L'examen du circuit de paiement des factures fait apparaître une implication importante des intervenants mais la structure même de la DG répartie géographiquement sur trois sites avec un système de financier décentralisé avec contrepoids (initiateurs et ordonnateurs présents sur les trois sites et système de vérification central basé sur le site de Luxembourg) implique une contrainte structurelle dans ses circuits financiers encore largement basés sur la circulation interne de dossiers papier. 443 factures ont ainsi été réglées en dehors des délais contractuels. Pour les factures, dont les intérêts de retard ne sont pas applicables d'office mais sur demande expresse du contractant (car inférieurs à 200 EUR) aucun intérêt de retard n'a été réclamé. Le montant théorique des intérêts potentiels demeure cependant très faible eu égard au montant total des factures.

La procédure de report de crédits entraîne un allongement des délais incompressible pour le paiement des factures réceptionnées en fin d'exercice. L'instauration de mesures au niveau de l'Institution (instauration d'un circuit de paiement totalement électronique,...) permettrait d'apporter des réponses efficaces à la dispersion géographique des agents impliqués.

6.3. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation

Liste des renoncations/annulations de créance (RAP 91, 92)

Dérogations aux procédures

Les décisions dérogeant aux procédures établies et aux réglementations applicables							
Réf. document (réf. Finord, contrat, etc.)	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Avis vérificateurs		Décision	
				conforme avec observation / non conforme	Justification	Ordonnateur compétent	Justification
ED 41642 CNT(2013)46	LINNUS Leena Maria	Luxembourg Projet extension KAD : MOE lot A coordonateur pilote Prestations P0, P1 et complémentaires.	2.110.000 €	Non-conforme	GEDA D(2016)46766 ED basé sur un avenant au contrat direct sans base juridique précise sur base du RF. Avis négatif du Service juridique.	LINNUS Leena Maria	GEDA D(2016)45908 Décision de passer-outre en évoquant le principe de bonne gestion financière et des impératifs opérationnels du chantier, ainsi que la nécessité absolue d'assurer la continuité des travaux.
ED 41654 CNT(2013)67	LINNUS Leena Maria	Luxembourg Projet extension KAD : MOE lot B Bureau d'études Prestations P0, P1 et complémentaires	1.170.000 €	Non-conforme	GEDA D(2016)46766 ED basé sur un avenant au contrat direct sans base juridique précise sur base du RF. Avis négatif du Service juridique.	LINNUS Leena Maria	GEDA D(2016)45908 Décision de passer-outre en évoquant le principe de bonne gestion financière et des impératifs opérationnels du chantier, ainsi que la nécessité absolue d'assurer la continuité des travaux.
ED 41655 CNT (2013) 68	LINNUS Leena Maria	Luxembourg Projet extension KAD : MOE lot C Bureau d'études génie civil Prestations P0, P1 et complémentaires	400.000 €	Non-conforme	GEDA D(2016)46766 ED basé sur un avenant au contrat direct sans base juridique précise sur base du RF. Avis négatif du Service juridique.	LINNUS Leena Maria	GEDA D(2016)45908 Décision de passer-outre en évoquant le principe de bonne gestion financière et des impératifs opérationnels du chantier, ainsi que la nécessité absolue d'assurer la continuité des travaux.

Les décisions dérogeant aux procédures établies et aux réglementations applicables

Réf. document (réf. Finord, contrat,etc.)	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Avis vérificateurs		Décision	
				conforme avec observation / non conforme	Justification	Ordonnateur compétent	Justification
ED 41676 CNT (2013)72	LINNUS Leena Maria	Luxembourg Projet extension Kad : MOE Lot D Bureau d'études génie technique	970.000 €	Non-conforme	GEDA D(2016)46766 ED basé sur un avenant au contrat direct sans base juridique précise sur base du RF. Avis négatif du Service juridique.	LINNUS Leena Maria	GEDA D(2016)45908 Décision de passer-oltre en évoquant le principe de bonne gestion financière et des impératifs opérationnels du chantier, ainsi que la nécessité absolue d'assurer la continuité des travaux.
ED 41820 CNT(2011)272	LINNUS Leena Maria	Luxembourg Projet extension KAD : contrat d'assurance « tout risque chantier »	158.769,7 3 €	Non-conforme	GEDA D(2016)56617 ED établi après l'entrée en vigueur de l'engagement juridique/manque de préalabilité.	LINNUS Leena Maria	GEDA D(2016)56761 Décision de passer-oltre en évoquant l'existence d'une obligation de paiement/ exigibilité de la créance.

Renonciations/annulations de créance

Les procédures de renonciations/annulations de créance

Réf. document (réf. Finord)	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Justification de l'ordonnateur quant à la renonciation/annulation

6.4. Obligations contractuelles de longue durée

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
Dir A - BRUXELLES							
Centre public d'Aide Sociale de Bruxelles	EASTMAN Convention d'emphytéose sans option d'achat - Acte authentique CNT(2008)363	01/12/2008	99 ans	18.500.000 €	0 €	NA	pas de dépenses
VIVIUM LIFE	MONTOYER 75 Contrat d'emphytéose avec option d'achat CNT(2005)199 Acte authentique CNT(2005)319	signé le 19/09/2005 signé le 06/12/2005	27 ans	43.070.733 €	0 €	NA	pas de dépense en 2016. Option d'achat reste à lever (1 €)
VMW (DE WATERGROEP- VL.MAATSCH. WATER)	Bâtiment TREVES Convention d'emphytéose avec option d'achat au profit du PE sur le bâtiment de bureaux situé au B-1040, rue Belliard 73 CNT(2009)299 Acte notarié - Emphytéose avec option d'achat CNT(2010)153	Signé le 08/12/2009 Date début 01/01/2011 Acte notarié signé le 06/05/2010	99 ans 31/12/2109 Date d'expiration	31.452.941 €	0 €	NA	pas de dépense en 2016. Option d'achat reste à lever (1000 €)
BEFIMMO S.C.A.	WIERTZ Contrat de bail portant sur 4 étages et 112 emplacements de parking dans bâti. Rue Wiertz 30/50 Bxl CNT(2007)405 Contrat d'usufruit Immeuble "WIERTZ" CNT(2009)113 Acte authentique - Constitution droit réel d'usufruit CNT(2010)79 du 11/09/2009	Signé le 09/11/2007 entré en vigueur le 01/04/2008 01/06/2012	durée initiale: 31/03/2017 31/05/2027	44.333.100,00 €	3.468.431 €	NA	redevances fixes (indexables) (suivi des valeurs du marché) Montant 2016 = loyer annuel dû
LEASINVEST NV	MONTOYER 63 Contrat de bail CNT(2009)206 AV 1 (CNT 2009-205) AV 2 (CNT 2012-251) AV 3 (CNT 2015-108)	24/12/2003 24/12/2009 24/12/2012 24/12/2015	23/12/2009 23/12/2012 23/12/2015 23/12/2016	21.834.928 €	1.045.783 €	NA	Loyer fixe Montant 1/1/2016 - 31/11/2016 = loyer annuel dû (hors Taxes) Bâtiment abandonné le 31/11/2016.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
LEASINVEST NV	Bâtiment BELMONT Contrat de bail (bâtiment provisoire) Acquisition d'espaces aux fins de salles de formation et de bureaux CNT(2016)71	01/09/2016	31/08/2018	2.519.519 € pour un forfait de 24 mois, payables en 21 mensualités (les trois derniers mois sont offerts).	119.798 €	Pas de renouvellement prévu	Les charges payables pour ce qui concerne toute intervention de maintenance / fourniture énergie et eau seront contrôlées
FEDIMMO SA	Science/Montover (MTS 30) Convention d'usufruit CNT(2012) 69 Acte authentique CNT(2012)290	signé 29/05/2012 en vigueur le 27/09/2012	21 ans 26/09/2033	24.488.394 € (hors indexation)	1.230.563 €	N.A	Redevance fixe indexée Montant 2016 = loyer annuel dû
KANAM GRUND SQUARE DE MEEUS	SQUARE DE MEEUS Convention d'usufruit CNT(2013)50 Acte authentique CNT(2013)187	signé le 28/03/2013 signé le 25/06/2013 signé le 24/02/2016	mise à disposition + 12 ans	91.265.150 €	2.627.737 €	1 seule fois de 1 à 15 ans moy. Préavis	Redevance fixe non indexée Période du 17/09/2016 - 31/12/2016
KONE Belgium NV/SA	Contrat de services AO 12-003 Lot A Maintenance ascenseurs/monte charges et escalators Bât PHS, ASP, ATR, MON, MTS CNT(2013)011 AV 1 CNT(2014)126 AV 2 CNT(2015)156	09/07/2013 25/09/2014 16/12/2015	durée initiale 08/07/2014 24/06/2023	20.548.415 € + extension 2.052.553 € 2.523.416 €	3.006.218 €	reconduction tacite annuelle	Montant 2016 = prestations effectuées et facturées pour 2016
KONE Belgium NV/SA	Contrat de service - Travaux de modernisation AO 11-527 Maintenance omnium des ascenseurs des bâtiments BQL-JAN-MOY-MTY-RMD-TRIWAY-WIB-WIE du Parlement européen à Bruxelles CNT(2011)263	15/12/2011	durée initiale 14/12/2012 14/12/2021	8.266.109 €	520.298 €	reconduction tacite 9 * 1 an à partir du 15/12/2012 + 6 * 1 mois par LR avec AR par le PE	sera arrêté le 14/12/2021 Montant 2016 = prestations prestées et facturées pour 2016

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
KONE Belgium NV/SA	Contrat de service - Travaux de modernisation AO 13-002 Maintenance omnium avec travaux de modernisation des Tables élévatoires (ASP-PHS-BQL-JAN) CNT(2013)165	11/12/2013	10ans 11/12/2023	1.643.928 €	61.945 €	durée initiale: 1An reconduction tacite 9 fois 1 an maximum	Montant 2016 = prestations prestées et facturées pour 2016
GOM/GENERAL OFFICE MAINTENANCE	Contrat de services INLO.AO-2012-023-BRU-UGIMB-16 Lot 1 Prestations de nettoyage (locaux, vitreries, etc...) CNT(2013)173	01/12/2013	durée initiale 01/12/2013 31/12/2018	41.897.774 €	7,132,802 €	reconduction tacite 5 * 1 an à partir du 01/01/2014	contrat limité à 5 ans Montant 2016 = prestations prestées et facturées pour 2016
ATOS (SIEMENS IT Solutions and Services SA)	Contrat de services INLO-A-BATIBRU-PDS-S-09192-00 Service d'hébergement des serveurs informatiques de la DIT du PE à Bruxelles CNT(2010)94 AV 1 CNT(2011)250 AV 2 CNT(2015)157	07/07/2010	durée initiale 06/07/2018 06/07/2025	17.700.765 €	1.012.792 €	reconduction tacite annuelle à partir de 2018	LOYER dû pour 2016 (hors énergies)
VEOLIA (anciennement DALKIA)	Contrat de services INLO-A-BATIBRU-DME-S-11-523 Conduite et maintenance des installations techniques des bâtiments de BRU CNT(2011)268 AV 1 AV 2	01/04/2012	durée initiale : 31/12/2012 31/12/2017	84.863.983 € 3.481.834 € 6.348.018 €	15.747.863 €	reconduction tacite 5 * 1 an à partir de 01/01/2013 + 6 * 1 mois par LR du PE	contrat limité à 6 ans Montant 2016 = prestations effectuées et facturées pour 2016 (montant estimé total =.....)
S.M. GRONTMIJ/BAEB	Contrat cadre de service INLO.AO-2012-028-BRU-UGIMB-20 - Lot 3 Assistance architecturale et technique pour la rénovation du Bâtiment TRI CNT(2013)185	18/12/2013	durée initiale 17/12/2014 17/12/2020	1.292.353 €	0 €	reconduction tacite 6 * 1 an à partir du 18/12/2014	contrat désactivé
S.M. GRONTMIJ/BAEB	Contrat cadre de service INLO.AO-2012-028-BRU-UGIMB-20 Lot 4 Assistance architecturale et technique pour la rénovation du Bâtiment RMD CNT(2013)186	18/12/2013	17/12/2020	1.151.036 €	0 €	reconduction tacite annuelle	contrat désactivé

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
SOPHYXIME	Contrat-cadre Lot A - Assistance à l'exploitation des bâtiments - Contrôle qualité du gros oeuvre, second oeuvre, nettoyage et environnement CNT(2016)53	22/04/2016	22/04/2016 21/04/2021	8.080.625 €	848.516 €	reconduction possible 6 x 1 mois	
SM SEMAFI - MARCO ET ROBA	Contrat-cadre Lot B Assistance à l'exploitation des bâtiments - contrôle qualité des techniques spéciales CNT(2016)54	22/04/2016	22/04/2016 21/04/2021	10.140.938 €	1.015.444 €	reconduction possible 6 x 1 mois	
AIB-VINCOTTE INTERNATIONAL	Contrat-cadre Lot C - Assistance à l'exploitation des bâtiments - Coordination sécurité et santé et audits CNT(2016)55	22/04/2016	22/04/2016 21/04/2021	2.920.475 €	259.325 €	reconduction possible 6 x 1 mois	

DIR A - Luxembourg

Etat du Grand-Duché du Luxembourg (Enregistrement et Domaines)	Contrat de bail entre l'Etat du grand-duché du Luxembourg qui donne à bail au Parlement l'immeuble Schuman CNT(2009)15 AV 1 AV 2	01/01/1990	jusqu'à fin des travaux KAD	10.975.582 €	1.621.164 €	tacitement à partir de 31/12/1995 (périodes successives de 3 ans)	loyer fixe (indexable)
Ireco SA	Contrat de bail entre le Parlement et la Société anonyme IRECO qui donne en location au Parlement un hall d'entrepôt avec bureaux dans la zone industrielle de Senningerberg CNT(2007)416 AV1 CNT(2007)295 AV2 CNT(2015)7	01/09/1999	31/08/2020	1.245.600 € 2.250.000 €	450.000 €	tacitement à partir de 31/08/2020 (périodes successives de six mois)	loyer fixe (indexable)
Sunningdale Properties 2 SA	Location Goldbell CNT(2007)427 AV 1 CNT (2007)293 AV 2 CNT(2013)174 AV 3 CNT(2016)20 AV 4 CNT(2016)27 AV 5 CNT(2016)184	01/06/2003	31/12/2017 14 ans et 7 mois	12.505.395 €	2.657.641 €	tacitement à partir de 01/06/2016 (annuellement)	loyer fixe (indexable)

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
Etat du Grand-Duché du Luxembourg	Contrat sous location Tour A CNT(2007)213 AV 1 CNT(2007)214 AV 2 CNT(2008)308 AV 3 CNT(2013)220 AV 4 CNT(2014)180	01/04/2003	jusqu'à la date d'occupation du KAD 2	14.351.029 €	3.584.559 €	tacitement annuellement	loyer fixe (indexable)
Etat du Grand-Duché du Luxembourg	Contrat de bail Tour B CNT(2009)19 AV 1 CNT(2013)221 AV 2 CNT(2014)179	01/07/2008	Jusqu'à la date d'occupation du KAD 2	17.512.893 €	4.441.237 €	tacitement annuellement	loyer fixe (indexable)
E-Business-Resilience Centre	Contrat de sous-location entre EBRC et PE - "Résilience Centre"-Windhof CNT(2008)84	27/05/2008	30/06/2016	8.576.045 €	634.369 €	Tacitement à partir de 30/06/2016 (1 * 2 ans, puis de 2 ans en 2 ans)	
IVG Euroselect The Square	Contrat de bail Bâtiment GEOS INLO AO-2013-027-LUX-UCI-04 CNT(2013)124 AV1 CNT(2016)105 AV2 CNT(2016)170	01/04/2014	31/12/2017	11.867.303 €	3.543.322 €	Contrat reconduit par la suite mensuellement et de manière tacite, pouvant être dénoncé avec un préavis de 18 mois	loyer fixe indexable
LEO Luxembourg Energy Office	OIL/06/PO/2014/009 Contrat de fourniture Fourniture de gaz naturel à Luxembourg	26/08/2014	31/12/2014 25/08/2019	2.840.000 €	295.000 €	tacitement renouvelé pour 1 an à partir de 31/12/2014 (4 fois). Dernier renouvellement tacite jusqu'au 25/08/2019.	
VILLE DE Luxembourg	Convention concernant les modalités de fourniture de chaleur pour l'ensemble immobilier " TOUR B " CNT(2004)155	04/11/2004	30/06/2023	N/A	170.000 €	tacitement annuellement	
VILLE DE Luxembourg	Convention concernant les modalités de fourniture de chaleur pour l'ensemble immobilier " TOUR A " CNT(2004)154	04/11/2004	30/06/2023	N/A	95.000 €	tacitement annuellement	
LUXENERGIE S.A.	Convention - Contrat de fourniture de froid " TOUR A " CNT(2005)170	29/06/2005	Valable le temps de la sous-location de la Tour A	N/A	210.000 €	tacitement annuellement	
LUXENERGIE S.A.	Convention - Contrat de fourniture de froid " TOUR B " CNT(2004)203	01/07/2004	Valable le temps de la location de la Tour B	N/A	460.000 €	Tacitement à partir du 30/06/2008 (annuellement)	

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
VEOLIA (anciennement DALKIA)	Maintenance technique dans les bâtiments du Parlement européen à Luxembourg Lot 2 CNT(2011)267	01/04/2012	31/12/2017	8.946.771 €	1.106.000 €	tacitement annuellement 5 * 1 an + 6 * 1 mois	évaluation faite lors de la procédure de passation de marché
ONET Luxembourg	Contrat Nettoyage de locaux et services annexes dans les bâtiments du Parlement européen à Luxembourg - Lot no. 1 CNT(2011)230	02/12/2011	31/10/2016	12.151.755 €	1.580.000 €	tacitement annuellement 3 * 1 an à compter du début de l'exécution des tâches + 1 * 10 mois	évaluation faite lors de la procédure de passation de marché
TEMCO EUROCLEAN	Nettoyage de locaux et services annexes dans les bâtiments du Parlement européen à Luxembourg - lot no. 2 vitres et façades CNT(2011)234	01/01/2012	initiale 31/12/2012 31/10/2016	1.089.710 €	80.000 €	tacitement annuellement 3 * 1 an à compter du début de l'exécution des tâches + 1 * 10 mois	évaluation faite lors de la procédure de passation de marché

Dir A - Strasbourg

Ville de Strasbourg	Contrat de fourniture d'eau pour le bâtiment LOW CNT(2009)11 CNT(2009)12	25/02/2010 (date de signature du contrat)	sans condition de durée	N/A (abonnement fourniture eau)	166.000 €	Tacite, jusqu'à la résiliation.	Activité réglementée, généralement service public ou concession de service public, pas d'alternative
Ville de Strasbourg	Contrat de fourniture d'eau pour les bâtiments WIC/SDM CNT(2009)9 CNT(2009)10	"	sans condition de durée	"		"	Activité réglementée, généralement service public ou concession de service public, pas d'alternative
Ville de Strasbourg	Contrat de fourniture d'eau pour le bâtiment PFL CNT(2009)13	"	sans condition de durée	"		"	Activité réglementée, généralement service public ou concession de service public, pas d'alternative
Ville de Strasbourg	Contrat de fourniture d'eau Bâtiment HAV CNT(2012)44	03/02/2012	sans condition de durée	N/A (abonnement fourniture eau)		Tacite, jusqu'à la résiliation.	Activité réglementée, généralement service public ou concession de service public, pas d'alternative
DALKIA	Contrat de service - Conduite et maintenance des installations techniques au PE à Strasbourg LOT 3 CNT(2011)265	30/03/2012	durée initiale 31/12/2012 31/12/2017	38.795.464 €	6.230.250 €	reconduction tacite 5 * 1 an + 6 * 1 mois	L'évaluation a été faite avant la procédure.
OTIS	Contrat de service - Conduite et maintenance des installations de levage avec travaux de modernisation au PE à Strasbourg CNT(2012)26	18/04/2012	durée initiale 17/04/2013 17/04/2022	10.088.201 €	707.345 €	reconduction tacite 9 * 1 an + 6 * 1 mois	L'évaluation a été faite avant la procédure, toutefois compte tenu de la durée, une vérification devrait être lancée à mi-contrat

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
ISS PROPLETE	Contrat de services Nettoyage des bâtiments du Parlement européen à Strasbourg CNT(2014)190	01/01/2015	durée initiale 31/12/2015 31/12/2019	19.816.636 €	3.940.374 €	reconduction tacite 4 * 1 an + reconduction mensuelle exclusivement si non aboutissement AO	L'évaluation a été faite avant la procédure et intégration d'un plan de progrès dans le contrat (1% par an)
SECA BENELUX	Contrat de service Assistance à la gestion technique des bâtiments du Parlement européen à Strasbourg CNT(2015)36	13/04/2015	durée initiale 12/04/2016 12/04/2020	3.978.000 €	805.147 €	reconduction tacite 4 * 1 an à partir du 12/04/2016	L'évaluation a été faite avant la procédure.

Dir A - Bureaux d'information

CE	Barcelone Contrat de bail (CE) 06A40/AA/CNT(2006)628/BAR 06A40/AA/CNT(2005)250/BAR/AV/1 CNT(2006)628 CNT(2005)250	01/06/2001	31/05/2019	1.612.591 €	107.895 €	Après les premiers 10 ans, négociations du loyer en fonction du prix du marché	NB: pour tous les BI, la valeur totale du marché est calculée sur la base du montant initial figurant au contrat sans indexation * la durée prévue au contrat
Immobilier GbR Pariser Platz	Berlin Contrat de bail (représentation du PE) 06A40/2015/DC/4/CNT(2014)201/BER CNT(2014)201	01/01/2015	31/12/2024	6.762.836 €	676.284 €	Renouvellement 1 * 5 ans	
Immobilier GbR Pariser Platz	Berlin Contrat de bail (Parlementarium) 06A40/2015/DC/5/CNT(2014)202/BER CNT(2014)202	01/01/2015	31/12/2024	2.294.400 €	222.855 €	Renouvellement 1 * 5 ans	

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
Správa služieb diplomatickému zboru	Bratislava Contrat de bail 06A40/2014/DC/16/Bratislava CNT(2004)221/AV/4 06A40/2014/DC/16/Bratislava CNT(2004)221/AV/3 06A40/2014/DC/16/Bratislava CNT(2004)221/AV/2 06A40/2014/DC/16/CNT(2004)221/BRA/AV/1 06A40/2014/DC/16/Bratislava CNT(2004)221 CNT(2004)221 CNT(2006)54 CNT(2007)90 CNT(2014)23 CNT(2014)61	01/07/2004	30/06/2024	2.583.488 €	137.100 €	Résiliation: _ après les premiers 5 ans (soit le 30/06/2019) moyennant un préavis au minimum d'un an (soit avant le 30/06/2018) + compensation financière _ clause diplomatique - moyennant un préavis de 6 mois	
CE - UTI	Bucarest Contrat de bail (CE) 06A40/AA/CNT(2009)1/BUC CNT(2009)1 CNT(2014)39	16/03/2009	15/03/2019	2.901.927 €	216.638 €	Renouvelable pour 10 ans moyennant un préavis écrit 3 mois avant la date d'échéance Résiliation: _ après les premiers 5 ans moyennant un préavis de 3 mois _ clause diplomatique - moyennant un préavis de 2 mois	
CE	Dublin 06A40/2015/AA/15/CNT(2015)44/DUB AA CNT(2015)44	16/09/2015	15/09/2017	489.976 €	411.695 €		
Whiteburn Holyrood Limited	Edinburgh Contrat de bail 06A40/2014/DC/29/CNT(2007)39/EDI/AV/1 06A40/2014/DC/29/CNT(2007)39/EDI CNT(2007)224 CNT(2007)39	02/11/2001	02/11/2026	2.981.250 €	125.206 €	Bail direct. Résiliation possible à partir du 02/11/2016 avec un préavis de 12 mois	
CE - MAN TALO OY	Helsinki Contrat de bail (CE) 06A40/AA/CNT(2010)259/HEL CNT (2010)259	01/05/2011	30/04/2021	3.109.160 €	329.057 €	Renouvelable pour 10 ans moyennant un préavis de 6 mois avant la date d'échéance.	
TRIGLAV UPRAVLJANJE NEPREMICNI	Ljubljana Contrat de bail Maison de l'Europe INLO.AO-2013-051-LUX-UGIMBI-06_LJU CNT(2015)90	27/09/2016	26/09/2026	5.429.411 €	125.226 €	Renouvelable pour 10 ans moyennant un préavis de 3 mois avant la date d'échéance avec possibilité de renégociation du montant du loyer et des charges.	

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
CE - Lieblisch	Luxembourg Contrat de bail (CE) 06A40/AA/CNT(2005)253/LUX 06A40/AA/CNT(2007)364/LUX CNT(2007)364 CNT(2005)253	01/07/2005	01/07/2018	1.493.806 €	174.250 €	Renouvelable à six reprises pour la durée d'un an à chaque fois moyennant un préavis écrit de 11 mois avant la date d'échéance Résiliation: _moyennant un préavis écrit de 12 mois avant la date d'échéance	
Consortio de Compensación de Seguros	Madrid Contrat de bail 06A40/2014/DC/5/CNT(2013)32/MAD CNT(2013)32	01/03/2013	28/02/2023	4.777.979 €	499.350 €	Bail à durée ferme, reconduction tacite pour 5 ans si aucune des deux parties n'a manifesté une intention contraire par écrit, six mois avant la date du 28 février 2023 Résiliation: _clause diplomatique - compensation financière (loyer de 12 mois)	
Instituto nazionale per il Commercio Estero	Milan Contrat de bail 06A40/2014/DC/46/CNT(2008)209/MIL/A V/1 06A40/2014/DC/46/CNT(2006)462/MIL CNT(2006)462 CNT(2008)209	01/06/2002	31/05/2020	1.290.960 €	144.981 €	Reconduction tacite pour 6 ans Résiliation: _possibilité de résiliation à tout moment pendant la durée, moyennant préavis de 6 mois.	
Generali Immobilier Gestion S.A.	Paris Contrat de bail 06A40/2014/DC/49/CNT(2007)391/PAR/A V/1 CNT(2007)391	01/11/2007	30/10/2018	7.590.150 €	1.054.414 €	_la possibilité de la résiliation du contrat de bail 6 mois avant le 31/10/2010 ou le 31/10/2013 par lettre recommandée avec avis de réception _sera reconduit tacitement si avant le 01/05/2016 une des deux parties n'aura par résilié le bail _en cas de reconduction tacite, le bail pourra être résilié à tout moment moyennant un préavis de 6 mois	
Jungmannova Plaza a.s. (ex. Delta Park, a.s.)	Prague Contrat de bail 06A40/2014/DC/52/CNT(2006)617/PRA 06A40/2014/DC/52/CNT(2006)617/PRA/A V/4 06A40/2014/DC/52/CNT(2006)617/PRA/A	22/10/2004	31/12/2019	2.620.066 €	162.621 €	Résiliation: _clause diplomatique - moyennant un préavis de 6 mois	
CE - OMNIUM INVEST DZIVNIEKU	Riga Contrat de bail (CE) 06A40/2014/AA/CNT(2005)88/RIG CNT(2005)88 CNT(2006)13	21/12/2014	30/11/2024	2.069.604 €	153.751 €	Résiliation: _pendant les premiers 3 ans compensation pécuniaire; _après 3 ans moyennant un préavis de 6 mois; _clause diplomatique - moyennant un préavis de 1 mois	

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
Uesisa	Rome Contrat de bail 06A40/2014/DC/6/CNT(2012)178/ROM CNT(2012)178	01/01/2013	31/12/2018	3.075.948 €	503.604 €	Reconduit tacitement chaque 6 ans si une des deux parties n'aura par résilié le bail Résiliation: _moyennant un préavis de 12 mois avant la date d'échéance	
CE	Rome Contrat de bail "Espace Europe" 06A40/AA/CNT(2012)271/ROM CNT(2012)271	01/01/2013	31/12/2018	581.110 €	135.360 €	Reconduit tacitement chaque 6 ans si une des deux parties n'aura par résilié le bail _moyennant un préavis de 12 mois avant la date d'échéance	
DB Real Estate Hammaren	Stockholm Contrat de bail 06A40/2014/DC/56/CNT(2007)319/STO CNT(2007)319 CNT(2008)186	01/04/2008	31/03/2018	7.128.475 €	321.431 €	Après la période principale de 7 ans reconduction tacite pour des périodes de 3 ans Résiliation: moyennant un préavis écrit 9 mois avant la date d'échéance	
Norber Grupp OÜ	Tallinn Contrat de bail 06A40/2006/DC/CNT(2006)14/TAL/AV/1/ CNT(2015)151 06A40/2006/DC/CNT(2006)14/TAL CNT(2006)14 06A40/2016/DC/1/CNT(2015)151/TAL CNT(2015)151	06/03/2006	05/03/2026	1.193.239 €	150.991 €	Renouvelable pour une durée de 10 ans moyennant un préavis écrit de 3 mois avant la date d'échéance.	
Centrum Jasna Sp. Z.o.o.	Varsovie Contrat de bail 06A40/2014/DC/60/CNT(2005)239/VAR 06A40/2014/DC/60/CNT(2005)239/VAR/ AV/2 06A40/2014/DC/60/CNT(2005)239/VAR/ AV/1 CNT(2005)239 CNT(2011)53 CNT(2015)94	16/03/2006	15/03/2021	1.587.325 €	162.863 €	Renouvelable pour une durée maximale de 5 ans moyennant un préavis écrit de 6 mois avant la date d'échéance Résiliation: _pas possible pendant les premières 4 années _après les premières 4 années moyennant un préavis écrit de 6 mois + compensation financière _clause diplomatique	
CE- AUB Pinus Proprius	Vilnius Contrat de bail (CE) 06A40/AA/CNT(2012)260/VIL 06A40/2015/AA/CNT(2014)153/VIL AA CNT(2012)260 AA CNT(2014)153	02/04/2013	01/04/2023	1.789.090 €	180.418 €	Renouvelable pour une durée de 10 ans moyennant un préavis écrit de 3 mois avant la date d'échéance. Résiliation: _après 5 ans moyennant un préavis écrit de 6 mois _clause diplomatique, 6 mois de préavis	

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
CE - 2175 K street owner LLC a Delaware limited liability company	Washington DC Contrat de bail CE 06A40/AA/CNT(2010)203/WAS/AV/1 06A40/AA/CNT(2010)203/WAS CNT(2010)203 CNT(2015)68	01/11/2010	31/10/2025	4.381.212 \$	604.550 €	Renouvelable 2 fois 5 ans moyennant un préavis entre 18 et 24 mois avant la date d'échéance. Résiliation: _clause diplomatique, 6 mois de préavis	
Dominium Wroclaw sp.z o.o. sp.k.	Wroclaw Contrat de bail (nouveau) 06A40/2015/DC/7/CNT(2015)6/WRO CNT(2015)6	05/05/2015	04/05/2025	3.161.946 €	309.684 €	renouvelable 1 * 5 ans	
CE - Centar Gradski Podrum d.o.o.	Zagreb Contrat de bail (CE) 06A40/AA/CNT(2013)10/ZAG CNT(2013)10	26/06/2013	25/06/2023	2.049.752 €	201.975 €	Renouvelable pour une durée de 10 ans moyennant un préavis écrit de 3 mois avant la date d'échéance. Résiliation: _après 5 ans moyennant un préavis écrit de 6 mois _clause diplomatique, 3 mois de préavis	
Association Jean Monnet	Convention des tâches d'entretien, de gardiennage, d'animation et de gestion de la Maison Jean Monnet 06A40/AA/CNT(2011)153/BAZ CNT(2011)153	22/02/2012	Indeterminée		209.000 €	3 ans et renouvelable pour tacite reconduction pour une période indéterminée. Résiliation: _moyennant un préavis d'un an par lettre recommandée.	

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
-------------	-------	-------	----------------------	-------------------------	---------------------------------	------------------------	-------------------------------------

Mobilier

GETSYS CONSORTIUM	Contrat-cadre de fournitures Vente, location ou leasing et maintenance de copieurs multifonctionnels DI/6940-00	13/10/2011	durée initiale 12/10/2015 12/10/2017	4.871.413 €	183.255 €	accord écrit des 2 parties (EC et GETSYS)	Benchmarking des charges et services par une étude comparative avec des produits similaires sur le marché
GISPEN	Contrat-cadre de fournitures Fourniture avec ou sans assemblage et location de mobilier pour espace de restauration CNT(2009)298	02/04/2014	durée initiale 01/04/2016 01/04/2019	3.553.000 €	207.019 €	reconduction tacite de 3 x 1 année	Pour chaque bon de commande le gestionnaire financier, le contrôleur ex-ante et l'ordonnateur confrontent l'offre de prix du contractant avec l'offre présentée au cours de l'appel

Voitures

TOTAL LUXEMBOURG	Contrat de Service Mise à disposition de cartes carburants pour les véhicules de service des institutions à Luxembourg (parite PE) 03/2013/OIL Lot 1 / sous-lot 1 CNT(2015)77	20/12/2013	31/12/2017	1.000.000 €	105.631,57 €		
------------------	---	------------	------------	-------------	--------------	--	--

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4.

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
Unité Soutien Central							
VANBREDIA RISK - BENEFITS	Contrat-cadre de service Marché interinstitutionnel INLO.AO-2013-004-LUX-UCI-01 Assurance incendie et risques connexes du parc immobilier et de son contenu CNT(2014)24	01/03/2014	durée initiale: 28/02/2015 29/02/2020	3.199.528 €	635.000 €	reconduction tacite 5 * 1 an à partir du 01/03/2015	Suivi mensuel des engagements des dépenses relatifs à la prime d'assurance qui est calculée sur la base des surfaces des immeubles et de la valeur de leur contenu. Le tableau relatif à ces données variables est mis à jour régulièrement. Le tableau des surfaces des immeubles et de leur contenu est mis à jour régulièrement.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
Dir D - BRUXELLES							
Groupement CHAIX & MOREL - TPF- JSWD	Contrat de services INLO-A-BATIBRU-PDS-S-09145-00-EAS Contrat de services relatif à la mise en oeuvre d'un projet architectural pour la future "Maison de l'Histoire européenne" CNT(2011)51 AV 1 CNT (2011)120 AV 2 CNT (2012)89 AV 3 CNT (2013)66 AV 4 CNT (2014)204 AV 5 CNT (2015)98 AV 6 CNT(2016)73	31/03/2011	Fin des travaux 08/2016 selon planning de l'entreprise Le contrat prendra fin à la réception définitive soit minimum un an après fin des travaux	5.236.197 €	145.328 €	NA	
SOCIETE MOMENTANEE BPC-CFE	Contrat de travaux Bâtiment Eastman - Travaux de rénovation et d'extension CNT(2012)134 AV 1 CNT(2013)99 AV 2 CNT(2013)168 AV 3 CNT(2014)112 AV 4 CNT(2015)65 AV 5 CNT(2015)194	25/09/2012	02/11/2017 Sept 2018 (réception définitive)	27.898.701 €	1.095.044 €		
ATENOR + ETHIAS	Achat immeuble MARTENS (Trebel) CNT(2012)076 AV1 AV2 CNT(2015)78 AV3 CNT(2015)147	27/06/2012	Agrégation 29/06/2016	124.250.579 €	ATENOR: 73.219.690 € + ETHIAS : 1.030.889 € Solde réglé 29/06/2016	NA	
SM B2AI-TRACTEBEL	Contrat-cadre de service Prestations de services d'assistance à la réalisation et à la gestion de projet d'architecture et d'ingénierie relatif à divers aménagements dans le bâtiment Wilfried Martens/Trebel du Parlement européen à Bruxelles et des prestations accessoires CNT(2014)108	21/08/2014	durée initiale : 20/08/2015 20/08/2020	3.592.135 €	365.914 €	reconduction tacite d'année en année sans pouvoir excéder 6 ans à compter de son entrée en vigueur	

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Annexe 6.4

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
Dir D - LUXEMBOURG							
Etat luxembourgeois & Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau du Kirchberg	Contrat-cadre relatif à l'extension du bâtiment KAD pour les besoins du secrétariat du PE CNT(2006) 364 Av. n° 1 CNT (2008) 128 Av n°2 CNT(2012)12	signé le 07/09/2006	à la réception définitive des travaux du bâtiment KAD prévu en 2019	10.450.267 €	0 €	sans condition de durée	N/A
Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement de Kirchberg	Convention régissant la mise à disposition d'un terrain pour les installations de chantier propres à l'extension du KAD et à la 2ème extension des bâtiments de la Cour des Comptes CNT(2009)50	11/02/2009	jusqu'à la fin des travaux d'extension du KAD	N/A	0 €	Reconduction par prorogation	N/A
SOCOTEC Luxembourg s.a.r.l.	Contrat-cadre de service INLO-A-BATILUX-RRO-S-07 268-00 Projet d'extension et de remise à niveau du bâtiment Konrad Adenauer Luxembourg- Mission de surveillance des nuisances dues aux travaux CNT(2008) 059	22/10/2008	à la réception définitive des travaux du bâtiment KAD prévu en 2019	1.237.920 €	68.212 €	N/A	N/A
Association Momentanée CIT Blaton CBL-CLE	Contrat cadre de travaux INLO-A-BATILUX-RRO-T-07 022-00 Projet d'extension et de remise à niveau du KAD - Travaux préparatoires, travaux divers et gardiennage du chantier Lot 002 CNT(2008) 190	17/12/2008	à la réception définitive des travaux du bâtiment KAD prévu en 2019	21.245.286 €	1.808.862 €	Tacitement à partir de 17/12/2009 (annuellement)	N/A
SI Société immobilière Bâtiment Konrad Adenauer du Parlement européen	Convention-cadre du droit d'emphytéose avec option d'achat et droit de superficie - Immeubles KAD I et KAD II CNT(2012)3	29/02/2012 (date de signature de l'acte authentique)	2039	€473 000 000 (estimation)	71.793.251 €	N/A	Contrat indexé après 6 ans
Gras Savoye Luxembourg SA AXA Assurances Luxembourg S.A.	Assurance tous risques chantier (TRC) relative au projet d'extension et de remise à niveau du bâtiment KAD CNT(2011)272	03/04/2012	garanties prennent fin à l'expiration de leur période fixée à l'article 21.1.3 du cahier des charges (annexe 1)	€657.113 (prime provisoire)	€0	N/A	N/A

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
AON Belgium SA	Assurance responsabilité civile décennale et biennale relative au projet d'extension et de remise à niveau du bâtiment KAD CNT(2011)273	03/04/2012	Les garanties prennent fin à l'expiration de leur période fixée à l'article 22 du cahier des charges	1.465.985 € (prime provisoire)	0 €	N/A	N/A
SOCOM	Assistance au bureau de dessin du PE CNT(2015)203	01/01/2016	5 ans	1.256.950 €	228.769 €	N/A	N/A
AM EGIS BATIMENTS - INCA INGENIEURS CONSEILS	Extension du bâtiment KAD : Coordinateur Pilote Lot A CNT(2013)46	03/05/2013	70 mois . Cette durée peut être prolongée si des prestations compl. sont nécessaires.	14.047.571 €	2.678.287 €	N/A	N/A
AM TETRA KAYSER ART ET BUILD SA	Extension du bâtiment KAD : Bureau d'études architecture Lot B CNT(2013)67 AVT(2014)136	07/06/2013	70 mois . Cette durée peut être prolongée si des prestations compl. sont nécessaires.	6.569.290 €	1.760.091 €	N/A	N/A
SGI CONSULTING SA	Extension bâtiment KAD : Bureau d'études génie civil Lot C CNT(2013)68 AVT(2014)12 AVT(2014)137	03/06/2013	70 mois . Cette durée peut être prolongée si des prestations compl. sont nécessaires.	4.033.706 €	880.963 €	N/A	N/A
AM RMC CONSULTING - FELGEN - EGIS	Extension bâtiment KAD : Bureau d'études génie technique Lot D CNT(2013)72 AVT(2014)138	18/07/2013	70 mois . Cette durée peut être prolongée si des prestations compl. sont nécessaires.	8.469.874 €	1.031.563 €	N/A	N/A

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
Direction générale des Infrastructures et de la Logistique
2016

Contractant	Objet	Début	Durée contrat/marché	Valeur totale du marché	Dépense contractuelle pour 2016	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
SOCOTEC LUXEMBOURG	Extension du bâtiment KAD : Coordinateur sécurité et santé Lot F CNT(2013)70	13/06/2013	70 mois . Cette durée peut être prolongée si des prestations compl. sont nécessaires.	404.769 €	36.818 €	N/A	N/A
SOCOTEC LUXEMBOURG	Extension du bâtiment KAD : Bureau de contrôle technique Lot G CNT(2013)71	14/06/2013	70 mois . Cette durée peut être prolongée si des prestations compl. sont nécessaires.	829.532 €	134.913 €	N/A	N/A
GLOBAL FACILITIES/Gestec	Mission d'étude et d'assistance en acquisition ou construction d'immeuble CNT(2005) 194 AV 1 CNT(2007)241 AV 2 CNT (2008)15 AV 3 CNT(2012)34 AV 4 CNT (2014)122	22/10/2003	durée initiale 21/10/2004 à la réception définitive des travaux du bâtiment KAD prévue en 2019	1.989.139 €	187.768 €	reconduction tacite annuelle à partir du 22/10/2004 (annuellement) Contrat clôturé au 30/06/2016	N/A
GLOBAL FACILITIES	Contrat-cadre Mission de conseil technique pour le suivi technique du projet, l'assistance à la réception des travaux et à la mise en service de l'immeuble KAD Luxembourg CNT(2016)86	21/06/2016	20/09/2022	2.688.048 €	62.402 €	N/A	N/A

Mesures de contrôle

L'objectif des mesures consiste à vérifier que le contrat est encore conforme aux conditions concurrentielles, que les conditions ayant justifié cette durée spécifique sont encore valables et que d'autres options plus favorables ne sont pas envisageables (mesures de veille).

Le programme de contrôle ex-post prévoit une analyse des procédures mises en place pour le suivi des contrats à long terme basé notamment sur un échantillonnage des contrats en cours.

L'audit est en cours et ses conclusions seront entérinées dans le courant du 1er semestre 2017.

6.5. Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP

Rapport sur les Procédures négociées exceptionnelles (visées par les articles 134 et 135 des RAP).

Année d'attribution : 2016

Direction générale des infrastructures et de la logistique

Nom/s de/s l'attributaire/s	Objet	Montant	Base juridique	Motif	Candidats		Critères d'acceptabilité	Référence du Marché	Date Avis FMP
					Invités	Pour négociations			
RESEAU GDS/GAZ DE STRASBOURG	Contrat de location du poste de gaz pour le bâtiment LOW à Strasbourg	€16.609,44	PN article 134.1 b)	Obligation d'utilisation du compteur de gaz installé par le propriétaire du réseau	1	1	Prix acceptables	06/2016/412/LOCATION POSTE DE GAZ	
GHORAIN EMMANUEL	Frais notariés pour achat bâtiment WIM	€75.957,40	PN article 134.1 rt 134 1.h)	Art 134.1.h.IV des RAP - frais notariés	1	1	Art 134.1.h.IV des RAP - frais notariés	06/2016/181/16-501	
D'IETEREN AUTO	Prolongation de location de 2 AUDI A Security	€10.666,80	PN article 134.1 rt 134 1.c)	prolongation pour pouvoir conclure l'AWD 6/2016/82 pour location de 48 mois.	1	1	Prix sur base du contrat existant	06/2016/244	
D'IETEREN AUTO	2ème prolongation de location de 2 AUDI A8 security	€16.000,00	PN article 134.1 rt 134 1.i)	prolongation pour pouvoir conclure l'AWD 6/2016/82 pour location de 48 mois	1	1	Prix sur base du contrat existant.	06/2016/313	
DURLET	Achat de fauteuils, chaises et tables pour la salle adjacente au Salon Protocolaire STR	€14.346,24	PN article 134.1 rt 134 1.b)	- Durlet est le seul fournisseur à les fabriquer - Contrat des sièges protocolaires est arrivé à échéance 31/5/2016, un nouveau appel d'offre est en cours - Mobilier sur mesure fourni sous l'ancien contrat cadre - Il s'agit d'une demande urgente du Service Protocole qui ne peut pas attendre la fin de la procédure en cours	1	1	Mobilier sur mesure adaptés aux spécification du Service du Protocole avec prix acceptable	06/2016/434/41554/mac526	
ATHLON	Adaptation contrat location de véhicule Médiateur	€24.300,52	PN article 134.1 rt 134 1.b)	Le contrat de location est prolongé pour des raisons de bonne gestion et économiques.	1	1	prolongation du contrat pour raison d'économies	06/2016/44	

Nom/s de/s l'attributaire/s	Objet	Montant	Base juridique	Motif	Candidats		Critères d'acceptabilité	Référence du Marché	Date Avis FMP
					Invités	Pour négociations			
INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la réception des travaux « infiltrations d'eau N-3 et N-4 », « Flocage » et analyse de solutions alternatives proposées par l'entreprise.	€10.900,00	PN article 134.1 rt 134 1.b)	Société ayant déjà réalisé l'avant-projet-sommaire (APS), d'où recours à l'article 134 1B des RAP	1	1	Prix acceptable et conforme au marché	06/2016/461/ASSISTANCE INFILTR. N-3+N-4	
DURLET	Réparation mobilier - Achat de pieds pour chaises Mickey	€3.600,00	PN article 134.1 rt 134 1.b)	Durlet est le seul fournisseur à les fabriquer	1	1	Pièces sur mesure fabriquées sur imprimante 3D	06/2016/493/41722/mac534	
D'IETEREN AUTO	Contrat de maintenance pour la Skoda Superb CD AN506 (48mois/210.000km)	€4.417,44	PN article 134.1 rt 134 1.b)	Concessionnaire de la marque du véhicule	1	1	Tarif courant des contrats de maintenance	06/2016/541/ADC	
LUXORR	Sté Luxorr ASBL	€11.385,00	PN article 134.1 b)	luxorr détient le monopole des droits d'auteur au Luxembourg	1	1	luxorr détient le monopole des droits d'auteur au Luxembourg	06/2016/73	
D'IETEREN AUTO	Location de 2 AUDI A8 Security	€48.000,00	PN article 134.1 rt 134 1.c)	Suite à une demande de la DG SAFE	1	1	Offre raisonnable - Seul fournisseur qui a répondu à notre demande	06/2016/82	
LAURENTY ESPACES VERTS	Entretien des espaces verts extérieurs et des plantes intérieures, fournitures de plantes d'extérieur et d'intérieur des bâtiments du Parlement européen à Luxembourg	€184.275,59	PN article 135.1 e)	Caractère ouvert et à la fois flexible de la procédure	5	2	Contrats précédents	06A20/2015/M036	
GENERALI J H	reconduction du bail pour une durée ferme de 18 mois, BIPE PARIS, à partir du 1/11/16	€1.583.213,40	PN article 134.1 h)	marché immobilier	1	1	Avenant - toutes les autres clauses et conditions du bail en date du 30/10/2007 restent inchangées.	06A40/2016/AWD/CNT(2016)76/PAR	
BL AVOCATS	Assistance juridique - nouvelle Maison de l'Union européenne	€27.400,00	PN article 134.1 rt 134 1.h)	Opérateur connu et ayant assisté le PE dès le début de la procédure pour prospection nouvelle Maison de l'Europe à Paris et négociations avec propriétaire actuel fixant les conditions départ prochain (avenant au bail actuel Generali/PE). Vu l'importance des documents à étudier et les spécificités du PE, le recours une nouvelle fois à ce cabinet d'avocats est indispensable.	1	1	le prix horaire de la proposition financière a été jugé acceptable, ainsi que le temps de négociation nécessaire pour l'élaboration du nouveau contrat de bail avec l'opérateur pressenti. De même, pour ces prestations supplémentaires, le cabinet d'avocats nous offre un taux réduit de 200 EUR au lieu de 300 EUR.	06A40/2016/AWD/UGIMBI-1642/PAR	

Nom/s de/s l'attributaire/s	Objet	Montant	Base juridique	Motif	Candidats		Critères d'acceptabilité	Référence du Marché	Date Avis FMP
					Invités	Pour négociations			
DR.KICSKA GABRIELLA UGYV.IRODA	Budapest : assistance juridique pour 2017 pour toute question liée au bâtiment Millénaris (warranty issues and others)	€4.800,00	PN article 134.1 rt 134 1.b)	L'opérateur a été chargé de l'assistance juridique lors des négociations relatives au contrat préliminaire d'achat du bâtiment Millénaris.	1	1	Le prix horaire a été jugé acceptable.	06A40/2016/AWD/UGIMBI-1686/BUD	
DR.KICSKA GABRIELLA UGYV.IRODA	BUDAPEST : Legal assistance 2017 in condominium matters	€5.200,00	PN article 134.1 rt 134 1.b)	L'opérateur a été chargé de l'assistance juridique lors des négociations relatives au contrat préliminaire d'achat du bâtiment Millénaris.	1	1	Le prix horaire a été jugé acceptable.	06A40/2016/AWD/UGIMBI-1687/BUD	
SETIP BELGIUM	Marché de prestations d'entretien et de maintenance des biens de gros œuvre et de second œuvre des bâtiments du Parlement européen à Bruxelles Avenant n° 1 au contrat CNT(2013)159	€71.843,00	PN article 134.1 f)	services similaires	1	1	Conformité du prix à l'état actuel du marché.	06A50/2015/M042	25/09/2015
SETIP BELGIUM	Marché de prestations d'entretien et de maintenance des biens de gros œuvre et de second œuvre des bâtiments du Parlement européen à Bruxelles Avenant n° 1 au contrat CNT(2013)160	€79.798,04	PN article 134.1 f)	services similaires	1	1	prix	06A50/2015/M050	25/09/2015
ALUFIX	Marché de prestations d'entretien et de maintenance des biens de gros œuvre et de second œuvre des bâtiments du Parlement européen à Bruxelles Avenant n° 1 au contrat CNT(2013)161	€184.482,00	PN article 134.1 f)	services similaires	1	1	prix	06A50/2015/M051	25/09/2015
ENDECO	Marché de prestations d'entretien et de maintenance des biens de gros œuvre et de second œuvre des bâtiments du Parlement européen à Bruxelles Avenant n° 1 au contrat CNT(2013)162	€145.614,92	PN article 134.1 f)	services similaires	1	1	prix	06A50/2015/M052	25/09/2015
ENDECO	Marché de prestations d'entretien et de maintenance des biens de gros œuvre et de second œuvre des bâtiments du Parlement européen à Bruxelles Avenant n° 1 au contrat CNT(2013)163	€258.937,40	PN article 134.1 f)	services similaires	1	1	prix	06A50/2015/M053	25/09/2015

Nom/s de/s l'attributaire/s	Objet	Montant	Base juridique	Motif	Candidats		Critères d'acceptabilité	Référence du Marché	Date Avis FMP
					Invités	Pour négociations			
ENTRANCE SERVICE	L'exécution des prestations de maintenance des portes automatiques et assimilées équipant le bâtiment Maison de l'Histoire Européenne. Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution du contrat CNT(2015)4, la maintenance préventive et curative des tourniquets de la marque Bauporte sera ajoutée à l'objet du contrat.	€76.023,60	PN article 134.1 f)	étendre les opérations d'entretien aux nouveaux équipements.	1	1	Acceptabilité du prix et conformité de l'offre aux dispositions du cahier des charges.	06A50/2015/M057	21/10/2015
AUDI	Location à long terme de deux véhicules de service	€691.200,00	PN article 134.1 rt 134 1.i)	Décision du pouvoir adjudicateur : vu l'avis confidentiel SJ-0193/15 du Service Juridique du 25 mars 2015.	1	1	Prix en vigueur sur le marché	06B10/2016/M008	
LESSURE WORKWEAR	Achat de tenues de service (chaussures de sécurité, blouses de travail et combinaisons, salopettes de travail, blouses médecin (homme/femme), blouses infirmier, blouse infirmière et parkas)	€177.716,00	PN article 134.1 rt. 134.1.)	PN 134.1.a) suite à procédure ouverte infructueuse pour le lot 5 (objet du présent marché)	6	1	Valeur estimative du marché. Qualité-prix.	06B30/2016/M013	18/03/2016
MLMS	Modification de 50 chariots à classeurs sur mesure en aluminium	€17.347,50	PN article 134.1 b)	Un contrat direct a été signé pour la fourniture de 50 chariots en aluminium sur mesure. Après fabrication du prototype, des modifications supplémentaires ont été demandées. Seul le fabricant peut intégrer ces modifications dans le processus de fabrication.	1	1	Valeur estimative du marché	06B30/2016/M018	
FELIX	Achat de couverts en argent pour le protocole du PE (Bruxelles et Strasbourg)	€24.525,30	PN article 134.1 rt 134 1.f)	respect du modèle et du fournisseur pour l'harmonie des tables officielles	1	1	Société spécialisée en la matière Prix acceptable et identique à la commande précédente en 2013	06B40/2016/567	
ON EGIN	Concession d'alimentation méditerranéenne sur le site du Parlement européen à Bruxelles	€2.125.200,00	PC avec négociation.1 rt. 135 1)	Explicitement prévu par le RF			Le contenu de l'offre répond aux ensemble des exigences du cahier de charge: richesse de la gamme, originalité, plusvalues, durabilité.	06B40/2016/M021	

Nom/s de/s l'attributaire/s	Objet	Montant	Base juridique	Motif	Candidats		Critères d'acceptabilité	Référence du Marché	Date Avis FMP
					Invités	Pour négociations			
CSTB	Des prestations de mission d'expertise sur la structure du bâtiment Paul Henri Spaak à Bruxelles, pour analyser la situation existante et conclure si l'étude de faisabilité technique du renforcement de la structure du Paul Henri Spaak est nécessaire ou si, compte tenu de considérations techniques, le meilleur choix pour l'institution (entre les deux scénarii envisagés) peut être déterminé dès à présent, sans réalisation d'une étude complète détaillée	€39.150,00	PN article 134.1 rt 134 1.i)	<p>Le risque est lié à la diffusion d'informations techniques (les plans de la structure du bâtiment SPAAK) à des tiers. Ces plans de structure sont suffisamment détaillés pour qu'une personne externe avec un bagage technique adéquat (ingénieur en construction par exemple) puisse très facilement et rapidement déterminer les faiblesses structurelles du bâtiment SPAAK. L'utilisation de cette information critique à des fins malveillantes peut avoir des conséquences dramatiques pour la sécurité des personnes présentes dans le bâtiment et mettrait en péril les intérêts essentiels de l'Institution.</p> <p>La transmission de ces plans de la structure est nécessaire au stade de l'Appel d'Offres pour que les opérateurs économiques souhaitant participer au dit Appel d'Offres puissent se rendre compte de la complexité structurelle du bâtiment et donc établir en connaissance de cause le montant de leurs honoraires pour cette mission. De plus, ces plans couvrent l'ensemble du bâtiment, et non pas une zone de petite ampleur, comme c'est généralement le cas dans les AO pour des travaux d'aménagement. La diffusion de l'information est donc globale et concerne tout le bâtiment.</p>	1	1	Le marché sera attribué à condition que le prix proposé par le candidat soit acceptable pour le Parlement européen.	06D020/2016/M033	
TUEV SUD INDUSTRIE SERVICE	Bâtiment Paul Henri Spaak - Expertise Structurelle (II)	€107.320,00	PN article 134.1 rt 134 1.i)	<p>Tout opérateur économique ayant reçu le dossier de l'Appel</p> <p>Le risque est lié à la diffusion d'informations techniques (les plans de la structure du bâtiment SPAAK) à des tiers. Ces plans de structure sont suffisamment détaillés pour qu'une personne externe avec un bagage technique adéquat (ingénieur en construction par exemple) puisse très facilement et rapidement déterminer les faiblesses structurelles du bâtiment SPAAK. L'utilisation de cette information critique à des fins malveillantes peut avoir des conséquences dramatiques pour la sécurité des personnes présentes dans le bâtiment et mettrait en péril les intérêts essentiels de l'Institution.</p> <p>La transmission de ces plans de la structure est nécessaire au stade de l'Appel d'Offres pour que les opérateurs économiques souhaitant participer au dit Appel d'Offres puissent se rendre compte de la complexité structurelle du bâtiment et donc établir en connaissance de cause le montant de leurs honoraires pour cette mission. De plus, ces plans couvrent l'ensemble du bâtiment, et non pas une zone de petite ampleur, comme c'est généralement le cas dans les AO pour des travaux d'aménagement. La diffusion de l'information est donc globale et concerne tout le bâtiment.</p> <p>Tout opérateur économique ayant reçu le dossier de l'Appel d'Offres aura de facto accès à une connaissance de l'ensemble du bâtiment PHS.</p> <p>Les moyens de mitigation du risque sont les suivants :</p>	1	1	Le marché sera attribué à condition que le prix proposé soit acceptable pour le Parlement européen.	06D20/2016/M044	
MERCEDES-EUROPA	contrat de maintenance pour Mercedes S350 - CD AK977 -	€10.606,95	PN article 134.1 b)	pour des raisons de garantie fabricant contrat à prendre auprès du concessionnaire de la marque	1	1	prix conforme au prix du marché	AWD/INLO/06/2016/38	
INTERLIFT	Modification de la plateforme élévatrice du scanner à palettes au quai -1 ASP Bruxelles	€21.050,00	PN article 134.1 b)	Travaux complémentaires; Urgence Impérieuse suite aux événements du 13/11/2015; Fournisseur obligé (fabricant)	1	1	Prix raisonnable.	AWD/INLO/2015/583/PB046	

6.6. Résultat des évaluations ex-post

Une analyse des risques a été effectuée en tenant compte du registre des risques de la DG INLO, les récents rapports d'audit interne, ainsi que les trois derniers rapports annuels de la Cour des comptes européenne.

En tenant compte des risques identifiés, et les mesures déjà prises pour faire face à ces risques, le programme de contrôle ex post a été adopté:

- **contrôle ex-post sur les services de nettoyage dans les trois principaux lieux de travail ;**
- **contrôle ex-post sur les procédures mises en place pour le suivi des contrats à long terme.**

Ces contrôles sont actuellement en cours d'élaboration et seront achevés au cours du premier semestre 2017.

6.7. Fonctions sensibles

L'évaluation relative à l'année 2016 couvre tous les postes au sein de la DG INLO et a permis d'identifier 32 postes sensibles. Les risques résiduels associés sont dus en grande partie aux exigences élevées sur le titulaire du poste en termes d'expertise, de contacts avec des tierces parties, d'accès aux informations confidentielles et de responsabilité (pouvoir décisionnel).

Les risques résiduels relevés sont considérés comme acceptables dans les cas définis et aucune action immédiate n'est jugée nécessaire à court terme. Le système de contrôle interne en place fonctionne bien et un certain niveau de risque résiduel semble inévitable compte tenu des responsabilités de la DG INLO dans des domaines sensibles comme la politique immobilière et les services de première ligne aux députés.

Néanmoins, les résultats de cette analyse seront utilisés dans le cadre d'un processus continu de l'optimisation du système de contrôle interne de la Direction générale. Ils seront pris en compte dans les futures décisions concernant l'organisation interne et les fonctions.

Fonction identifiée sensible		Mesures prises
06B Logistique	Directeur	Niveau de risque acceptable Pas de mesures à court terme
06C Ressources	Directeur	
06D Projets immobiliers	Directeur	
06B10 Voitures	Chef d'Unité	
06B30 Mobilier	Chef d'Unité	
06B40 Restauration	Chef d'Unité	
06C20 Finances	Chef d'Unité	
06C30 Marchés	Chef d'Unité	
06D10 Projets Luxembourg	Chef d'Unité	
06D20 Projets Bruxelles	Chef d'Unité	
06D30 Projets Strasbourg	Chef d'Unité	
06A Infrastructure	Directeur	
06 DG INLO	Conseiller du Directeur général	
7 DG INLO	Conseiller du Directeur général	
8 DG INLO	Conseiller du Directeur général	
06 DG INLO One-Stop Shop	Chef d'Unité	
06A20 Maintenance Luxembourg	Chef d'Unité	
06A40 Bureaux d'Information	Chef d'Unité	
06A50 Maintenance Bruxelles	Chef d'Unité	
06A70 Maintenance Strasbourg	Chef d'Unité	
06B50 Attribution des Bureaux et Déménagement	Chef d'Unité	
06C10 Personnel	Chef d'Unité	
06C20 Finances	Administrateur Finances	
06C20 Finances	Chef de service	
06C60 Soutien central	Chef d'Unité	

Fonction identifiée sensible		Mesures prises
06C60 Soutien central	Ingénieur structurel - Ordonnateur subdélégué	
06C60 Soutien central	Responsable / Coordinateur d'équipe	
06D10 Projets Luxembourg	Ingénieur en bâtiment	
06D20 Projets Bruxelles	AD PM, Chef d'une équipe technique, ordonnateur subdélégué	
06D20 Projets Bruxelles	AD PM, Chef d'une équipe technique, ordonnateur subdélégué	
06D30 Projets Strasbourg	Technicien en bâtiment senior	
06D30 Projets Strasbourg	Ingénieur en bâtiment - Ordonnateur subdélégué	
06D30 Projets Strasbourg	Ingénieur en bâtiment - Ordonnateur subdélégué	

6.8. Evaluation de la mise en oeuvre des normes minimales de contrôle interne

Tableau synoptique d'évaluation

N° norme 2014	N° norme 2002	achevée	presque	en partie	démarrée	à démarrer / NA
Section 1: Mission et valeurs						
1. Mission	2	X				
2. Valeurs éthiques et organisationnelles	1	X				
Section 2: Ressources humaines						
3. Affectation du personnel et mobilité	3	X				
4. Évaluation et développement du personnel	3, 4	X				
Section 3: Processus de planification et gestion des risques						
5. Objectifs et indicateurs de performance	7, 9, 10		X			
6. Processus de gestion des risques	11	X				
Section 4: Opérations et activités de contrôle						
7. Structure opérationnelle	5, 6	X				
8. Processus et procédures	15, 18	X				
9. Supervision par le management	17	X				
10. Continuité des opérations	19	X				
11. Gestion des documents	13	X				
Section 5: Information et reporting financier						
12. Information et communication	13, 14	X				
13. Information comptable et financière	12	X				
Section 6: Évaluation et audit						
14. Évaluation des activités	n/a	X				
15. Évaluation des systèmes de du contrôle interne	20, 22	X				
16. Rapports d'audit	21		X			

Commentaires sur le résultat de l'exercice annuel de l'autoévaluation des NMCI

Normes évaluées **achevées - bonnes pratiques**

Section 1 : Missions et valeurs

1. Mission

La Direction générale définit de façon annuelle ses objectifs généraux. Les objectifs sont déterminés par le programme de travail administratif ainsi que par les priorités politiques des autorités politiques. Les objectifs fixés par le Directeur général constituent la base pour les objectifs qui seront déclinés par les Directions et les unités puis entérinés par le Directeur général. Les objectifs sont adoptés par le « Collège de Notateurs » aux alentours de la mi-décembre.

Les objectifs font l'objet d'une publication accessible à l'ensemble du personnel de la DG sur le site intranet INLOWEB¹. Le personnel se voit fixer des objectifs individuels lors de l'entretien annuel d'évaluation.

2. Valeurs éthiques et organisationnelles

Une information relative aux règles de base applicables en matière d'éthique et d'intégrité est disponible sur le site Intranet de la DG INLOWEB²; il souligne les articles du Statut applicables de même que les textes relatifs aux obligations qui incombent aux fonctionnaires et autres agents : « **Guide sur les obligations des fonctionnaires et agents du Parlement européen - Code de bonne conduite** » ainsi que le « **code de bonne conduite administrative** ».

Une note rappelant les obligations liées à l'article 21 du Statut ainsi que l'existence des codes de conduite a été transmise en novembre 2016 par le Directeur général au management.

La signature de déclarations d'absence de conflits est systématique dans le cadre de la participation à des comités d'évaluation au titre de la passation de marchés publics.

Les actions de sensibilisation générale du personnel de l'Institution en matière de communication des règles sont du ressort de la DG PERSONNEL (formation initiale des nouveaux arrivants et campagnes d'information, documentation en matière statutaire,...). La réglementation liée aux obligations en matière de déontologie/intégrité est accessible sur le site de la DG PERSONNEL.

Section 2 : Ressources humaines

3. Affectation du personnel et mobilité

L'affectation et le recrutement du personnel sont basés sur les objectifs et les priorités de la Direction générale.

Tous les postes vacants font l'objet d'une évaluation avant leur réattribution en vue d'optimiser l'utilisation des ressources humaines.

La mobilité du personnel est encouragée, dans le respect de la politique de mobilité applicable au personnel de l'Institution.

4. Évaluation et développement du personnel

La performance du personnel est évaluée annuellement, en conformité avec les dispositions générales d'exécution relatives au rapport de notation.

Le personnel fait l'objet d'une attention particulière quant à son développement. Outre l'encouragement à participer aux formations standards offertes par l'Institution, le personnel, notamment les ingénieurs et techniciens en bâtiment, dispose de formations spécifiques et sectorielles externes.

1

http://www.inloweb.ep.parl.union.eu/inloweb/webdav/site/inloweb/shared/Objectifs_Budget/Objectifs_INLO_2016.pdf

²http://www.epintranet.ep.parl.union.eu/fr/sites/refin/home/administrative_life/finance/reporting_discharges/irregularities_fraud.html

Afin d'assurer que son personnel dispose, à tout moment, des qualifications nécessaires pour répondre au mieux aux objectifs fixés, la DG INLO établit un plan triennal de formation en répertoriant les besoins en formations hors catalogue dans chaque Unité.

Ensuite, selon les exigences particulières dans chaque domaine d'activité, des formations spécifiques sont organisées, en donnant la possibilité au plus grand nombre d'agents d'y participer et mettre à jour leurs connaissances (32 formations spécifiques auxquelles ont participé 385 agents).

Plus particulièrement, un contrat-cadre avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, géré par la Formation Professionnelle en coopération avec la DG, couvre une grande partie des besoins en formation dans le domaine des techniques du bâtiment (184 agents ont suivi des formations individuelles et spécifiques dans le cadre de ce contrat-cadre).

Par ailleurs, un nombre restreint d'agents (75) suit des formations indispensables, telles que formations en informatique, acquisition de nouveaux permis de conduire, formations obligatoires pour la mise à jours des permis, formations en matière de marchés publics et de gestion financière, en dehors de l'Institution et participe à des colloques et séminaires pertinents pour leur métier.

Pendant l'année 2016, 91% d'agents ont suivi au moins un jour de formation et 53% ont atteint l'objectif fixé de 3 jours de formation ou plus (formation linguistique non comprise).

Section 3 : Processus de planification et gestion des risques

6. Processus de gestion des risques

Un processus de gestion des risques, conforme aux dispositions et orientations en vigueur, est intégré dans la planification annuelle des activités et actualisé au moins une fois par an.

Section 4 : Opérations et activités de contrôle

7. Structure opérationnelle

La structure opérationnelle de la Direction générale permet une prise de décision efficace grâce à une délégation des fonctions d'ordonnateurs adaptée.

Les limites des délégations sont clairement définies, proportionnées à l'importance des décisions à prendre et des risques y afférents.

8. Processus et procédures

Les processus et procédures qu'utilise la Direction générale pour exercer et contrôler ses activités sont efficaces et efficients, font l'objet d'une documentation adéquate³, tenue à jour et accessible à l'ensemble du personnel concerné et respectent les dispositions applicables.

Un manuel des procédures financières rédigé sous formes de fiches thématiques a été mis en place à la DG INLO depuis 2011. La première partie couvre le processus budgétaire (budget, virements,...) et la seconde l'exécution budgétaire (engagements, paiements,...). On y trouve également différents circuits et modèles internes (habilitation conformes aux faits/bon à payer,

³ http://www.inloweb.ep.parl.union.eu/inloweb/cms/site/inloweb/lang/fr/Procedures_1

circuits WebContracts, etc.). Le manuel est accessible à l'ensemble du personnel de la DG sur le site intranet de la DG INLO.

L'objectif de ce manuel de procédures est de fournir aux unités opérationnelles ainsi qu'aux gestionnaires concernés, un guide dans la préparation et la mise en oeuvre des différentes étapes relatives à la gestion financière selon les pratiques en vigueur au sein de la DG INLO.

Le manuel fait l'objet d'une mise à jour régulière en fonction des modifications opérationnelles ou des recommandations retenues, des nécessités opérationnelles adoptées par l'ordonnateur délégué ainsi qu'en cas de modifications du cadre réglementaire (Règlement financier, Règles d'application, Règles internes...).

Un groupe de travail interne interservices « procedure Team » a été nommé en avril 2016 afin d'analyser et d'optimiser les processus administratifs en vigueur au sein de la DG. Il a abouti à un rapport et les recommandations à mettre en oeuvre en fonction des décisions qui seront prises.

Les exceptions sont enregistrées et archivées par le service ex-ante. Elles sont également communiquées dans le cadre l'annexe 6.3 du Rapport annuel d'activités. Les problèmes récurrents sont référencés par le service ex-ante sur une base de données où toutes les références et les observations sont sauvegardées. En cas de problème récurrent/structural, le service de l'ex-ante notifie l'ordonnateur compétent.

Une programmation pluriannuelle des travaux et appels d'offres est périodiquement mise à jour afin de planifier les actions correspondant aux missions et objectifs stratégiques de la Direction générale. Un outil de Programmation des Marchés Publics (PMP) permet la programmation et le suivi des procédures de passation des marchés nécessaires pour mener à bien les missions de la Direction générale.

9. Supervision par le management

L'encadrement exerce une supervision pour s'assurer de l'efficacité et de l'efficience de la conduite des activités ainsi que de leur conformité avec les dispositions en vigueur.

10. Continuité des opérations

Les services de la DG INLO mettent tout en oeuvre pour garantir la capacité de l'institution à poursuivre son fonctionnement de manière continue et permanente. Les unités doivent veiller à la mise en place de procédures destinées à une gestion optimisée de leurs activités, y inclus des procédures de back-up permettant la continuité des opérations.

11. Gestion des documents

La gestion du courrier et le système d'archivage des documents répondent aux exigences réglementaires. Les instructions portant sur :

- l'enregistrement et le traitement du courrier ;
- le tableau de gestion des documents de la DG, dont l'objectif est de :
 - permettre d'identifier la catégorie à laquelle correspond chaque dossier créé et détenu par chaque Direction/Unité de la DG en vue de gérer correctement sa conservation,
 - déterminer la durée de conservation de chaque catégorie de dossier en tenant compte de son utilité administrative pour les services, des obligations juridiques et légales et de sa valeur historique potentielle ;

sont accessibles à l'ensemble du personnel de la DG sur le site intranet INLOWEB⁴.

Section 5 : Information et reporting financier

12. Information et communication

La communication interne doit permettre à l'encadrement et au personnel de s'acquitter de manière efficace et efficiente de leurs responsabilités, y compris en matière de contrôle interne.

Un groupe de travail interne interservices «Communication» a été nommé en avril 2016 afin d'analyser les pratiques en vigueur et d'avoir force de proposition en matière de politique de communication au sein de la DG. Il a abouti à un rapport et des recommandations à mettre en oeuvre avec pour objectif de proposer de meilleures techniques pour faciliter la communication au sein de la DG INLO et établir des passerelles entre directions et unités (bridgebuilding).

Les conclusions du Building Policy Management Team mis en place en 2016 et composé du « high management » de la DG sont diffusées au personnel.

13. Information comptable et financière

Les circuits financiers en place au sein de la DG sont définis dans le manuel de procédures accessible par tout le personnel sur INLOWEB⁵. Ils sont conformes aux exigences définies dans le règlement financier et ses modalités d'application en matière de séparation des tâches.

Les services centraux communiquent mensuellement à la hiérarchie et à la demande des relevés détaillés concernant l'exécution budgétaire. Un tableau de bord synoptique (DG INLO FINANCIAL DASHBOARD) a également été développé en 2016 afin d'offrir un aperçu synthétique de l'exécution des crédits (engagements, paiements, crédits reportés, recettes affectées et délais de paiement).

En outre, un exercice de fiabilisation des données dans WebContracts a débuté courant 2015 avec l'objectif de vérifier et compléter les données relatives à tous les contrats gérés par la Direction générale. L'exercice a été finalisé en 2016.

Section 6 : Évaluation et audit

14. Évaluation des activités

Au sein du Programme d'Exécution Stratégique de l'Institution et des missions prioritaires assignées à la Direction générale une série d'axes spécifiques ont été identifiés dans le domaine des Projets immobiliers, de la maintenance, de la Logistique et de la stratégie immobilière et de financement du patrimoine immobilier. Ces projets font l'objectif de reporting et de mise à jour périodique. La situation des projets du Programme de travail administratif est également commentée dans le rapport annuel d'activités.

Voir également norme 5.

⁴ http://www.inloweb.ep.parl.union.eu/inloweb/cms/lang/fr/Accueil/Admin/INLO_Archives

⁵ http://www.inloweb.ep.parl.union.eu/inloweb/cms/site/inloweb/lang/fr/Procedures_1

15. Évaluation des systèmes de contrôle interne

L'examen des mécanismes de contrôle interne est reconduit annuellement et consigné dans le cadre rapport d'activité annuel.

2. Normes évaluées **presque achevées - éléments à compléter**

Section 3 : Processus de planification et gestion des risques

5. Objectifs et indicateurs de performance

La Direction générale établit annuellement un document de travail reprenant ses objectifs généraux pour l'année. Ceux-ci sont déclinés au niveau de chaque direction et unité. Ils sont ensuite discutés au niveau du Collège des notateurs puis entérinés généralement en décembre.

Des tableaux de bord recensant les indicateurs de performance (KPI) définis par unités sont mis à jour et transmis à l'ordonnateur délégué de façon semestrielle.

Section 6 : Évaluation et audit

16. Rapports d'audit

Les recommandations contenues dans les rapports d'audits sont examinées périodiquement dans le cadre des follow-up et des mesures appropriées sont mise en place afin que des plans d'action adéquats soient établis.

Fin 2016, quatre actions émanant des rapports du Service d'Audit Interne restent ouvertes. Néanmoins trois de ces actions ne relèvent pas uniquement de la Direction générale mais restent tributaires de décisions qui restent à prendre à un autre niveau.

3. Normes évaluées **partielles ou **démarrées - points faibles et pratiques****

NA

4. Normes évaluées **à démarrer ou **non applicables**.**

NA

Résultats obtenus par Unité

One-Stop Shop

Il s'agit d'un service supplémentaire n'ayant pas vocation à remplacer les services actuels du PE offerts aux députés. C'est un lien entre les députés et les différents services qui restent responsables de leur partie du service offert aux membres. Le guichet unique couvre les services administratifs et de soutien, en dehors du travail politique de base et des conseils sur les droits et obligations statutaires des assistants parlementaires accrédités.

Le «One-Stop Shop» pour les députés dispose d'un bureau d'accueil traitant en urgence les demandes des députés et des assistants agissant en leur nom. En outre, les députés ou assistants peuvent introduire ces demandes via un numéro de téléphone, une adresse électronique centrale ou un espace consacré sur l'intranet du Parlement. Une première réponse initiale est donnée dans un délai maximum de deux heures, suivie d'une réponse complète dans un délai de 24 heures. Dans les cas d'une complexité exceptionnelle nécessitant une réponse est plus longue, les députés sont tenus informés de l'évolution de leur demande. Toutefois, il s'est avéré que les députés reçoivent souvent la réponse immédiatement ou dans un délai de 15 minutes.

Statistiques et état d'avancement des travaux

En l'absence d'un espace d'accueil pour les députés qui arrivent en cours de mandat, comme ce fut le cas après les élections, le guichet unique des députés a été bien placé pour s'occuper, de manière informelle du rôle du service d'accueil. a leur arrivée, les députés sont contactés par le guichet unique qui leur offre une réunion informelle ou une visite guidée avec le chef d'unité durant laquelle toutes questions liées à la Maison de l'histoire européenne peuvent être posées. En outre, pour les députés qui le souhaitent, le service One-Stop Shop est disposé à organiser lors du premier jour de leur mandat les rendez-vous avec les différents services administratifs et à envoyer préalablement les formulaires nécessaires, facilitant ainsi leur arrivée au Parlement européen. Ce service aux nouveaux membres a été particulièrement bien accueilli, avec des signaux positifs de la part des députés.

En plus, ce service est parfois utilisé par les anciens députés depuis la fin de la 7e législature. Bien que, au niveau technique, les anciens députés ne sont pas censés utiliser le guichet unique, le personnel les aide à chaque fois que c'est possible, les anciens députés appréciant fortement cette aide.

Le bureau installé à proximité de l'entrée de l'hémicycle, dans un premier temps lors d'une phase de test en 2015, s'est avéré très utile, en étant un lieu plus proche des députés et permettant ainsi d'améliorer le service.

DIRECTION A

Maintenance Luxembourg

Une prolongation de la location du bâtiment GEOS jusqu'à fin 2018 a été négociée avec le bailleur du bâtiment afin de s'aligner sur le nouveau planning de livraison du bâtiment KAD II (30.09.2018).

Grâce à l'abandon partiel du bâtiment GOLDBELL, une économie annuelle de 780.000 € a été réalisée par rapport à 2015. En outre, une économie annuelle supplémentaire de 90.000 € a été obtenue lors de la location partielle des emplacements de parking à partir de décembre 2016.

L'optimisation des prestations de nettoyage ainsi que l'attribution de deux nouveaux contrats relatifs aux prestations de nettoyage et l'entretien des espaces verts ont mené à une économie totale d'environ 830.000 € sur les années 2015 et 2016 par rapport à 2014 (début d'optimisation des prestations).

Grâce à la gestion efficace des déchets ainsi qu'une meilleure affectation des containers, les coûts de traitement des déchets ont diminué de 35% durant les 5 dernières années, ce qui représente une économie totale de 230.000 €

L'entrée en vigueur du contrat gros œuvre et second œuvre le 01.02.2016, a permis d'augmenter la qualité de service, de diminuer les délais d'intervention, d'obtenir des prix plus avantageux et de simplifier la gestion administrative.

La consommation énergétique (notamment la consommation d'électricité) a été diminuée grâce à des améliorations techniques comme par exemple le remplacement des éclairages fonctionnant 24h/24. Ce dernier a mené à une économie annuelle d'environ 150.000 € sur le poste 02024

Maintenance Bruxelles

La convention d'acquisition du futur nouveau bâtiment MONTROYER 63 destiné à héberger le centre de formation et des locaux administratif a été signée.

Pour Bruxelles, les restaurants « Les Filles » et « Méditerranéen » ainsi que la nouvelle sandwicherie ont été réalisés dans le bâtiment SPINELLI.

Au bâtiment BRANDT, une zone « Sanitary Facilities » comprenant trois cabines de douche dont une pour personne à mobilité réduite a été installée à titre d'essai. Suivant le résultat, ce concept pourrait être étendu aux autres étages du bâtiment. L'application de ce concept au bâtiment SPINELLI pourrait être intégrée à la rénovation globale de celui-ci.

Les fontaines d'eau raccordées au réseau d'eau sont installées.

Les appels d'offres pour la modernisation des installations de gestion technique centralisée et de détection incendie sont en préparation.

La Maison de l'Histoire européenne a été réceptionnée et la maintenance est assurée.

L'étude d'amélioration de l'utilisation des ascenseurs et du trafic vertical au bâtiment SPINELLI est en cours.

La première phase de la rénovation de l'installation électrique du bâtiment WIERTZ a été achevée en 2016

La chaufferie du bâtiment REMARD a été rénovée et les travaux sur la chaufferie du PHS ont été terminés en 2016.

La dernière phase de l'installation des compteurs d'énergie a débuté en 2016 et la réception provisoire du projet aura lieu début 2017.

La rénovation de la cabine haute tension du bâtiment ATRIUM a été achevée.

La réception du bâtiment Square de Meeus a été signée avec le propriétaire le 24/02/2016 et la maintenance est assurée.

D'une manière générale, les opérations de maintenance des installations techniques et des parachèvements ont été conduites conformément aux différents contrats en cours.

Mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle de travaux d'entretien

Surveillance de l'état des installations techniques des bâtiments et poursuite du déploiement du programme de modernisation et de rénovation des installations techniques ; chauffage, conditionnement d'air, réseau de distribution électrique, gestion technique centralisée, détection incendie, ascenseurs, maintenance des parachèvements intérieurs, etc...

Maintenance Strasbourg

Expertise judiciaires bâtiment WEISS

L'expertise est terminée, le Collège d'Experts commis par le Tribunal de Grande instance de Strasbourg ayant déposé son rapport définitif le 25 mars 2015. Des conclusions sont en préparation par le Service Juridique pour permettre la poursuite de l'action judiciaire.

Concernant le « flochage », les travaux pour la charpente jaune et la charpente bleue attribués en 2015, ont été réceptionnés le 18 novembre 2016. Les travaux de sécurisation de la "coque en bois" ont été attribués fin 2016 pour une opération qui se terminera fin 2017.

Concernant « les désordres divers », la majeure partie des travaux a été réalisé en 2016, il reste à finaliser les travaux contre les « infiltrations d'eau en sous-sol » début 2017

Mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle de travaux d'entretien

Capitalisant sur les investigations réalisées dans le cadre des expertises, les inspections des éléments de gros œuvre et second œuvre, ainsi que les actions de maintenance préventive, une démarche d'analyse des installations a été menée afin de mettre en place une programmation pluriannuelle de travaux d'entretien. Les principales actions en cours sont : rafraîchissement bureaux et circulation tour WEISS, remplacement pompes à chaleur du WEISS, rénovation des systèmes de sécurité incendie et de gestion technique centralisées, la réfection des pierres agrafées du bâtiment De MADARIAGA.

Bureaux d'Information

A Bazoches, les travaux d'extension de la salle de conférence de la Maison Jean Monnet, pour un montant de 1.700.000 € ont été réceptionnés le 18 juillet 2016. Depuis, les nouveaux aménagements sont fréquemment utilisés par de nombreuses entités du Parlement.

A Berlin, après la réception en octobre 2015 des travaux de rénovation des surfaces actuellement occupées, pour 2,9 Mio € à charge du propriétaire, les travaux d'agrandissement de l'espace public au rez-de-chaussée, pour 1.385.000 € ont été terminés début mai 2016. L'inauguration officielle de l' "Erlebnis Europa" a eu lieu le 12 mai 2016 et a depuis, reçu 90.000 visiteurs.

A Ljubljana, les travaux d'aménagement spécifique dans la nouvelle Maison de l'Europe, pour un montant de 825.000 € ont été réceptionnés le 27 septembre 2016. L'occasion a été saisie pour installer des éléments interactifs dans l'espace public afin de le rendre plus attrayant. Les services ont emménagé mi-octobre dans les nouveaux locaux.

Pour les Maisons de l'Europe de Varsovie, Paris et Barcelone, les avenants de prolongation des baux ont été signés courant 2016.

DIRECTION B

Unité Voitures

Le processus de réforme de l'Unité Voitures, s'est poursuivi en 2016. Avec la décision du Bureau du 11 avril 2016 concernant l'internalisation du service des chauffeurs, la préparation de la mise en œuvre de cette internalisation a été le principal projet à suivre :

- Préparation de la procédure de sélection en vue du recrutement de 110 chauffeurs (y compris un plan de formation, des dotations, des kits de bienvenue) ;
- Préparation de la location du parc de véhicules officiels (véhicules hybrides rechargeables) en respectant les objectifs EMAS.

La modernisation du Centre de réservation de Voitures (CRC), des espaces front office et back office u guichet, et de la partie principale des conducteurs (espace actuellement occupé par les chauffeurs du contractant externe) a été finalisée début 2016. L'internalisation du service des chauffeurs a d'autres répercussions sur la répartition de l'espace ; des travaux d'aménagement débuteront en janvier 2017 afin de créer un espace

de travail approprié pour la nouvelle structure et de regrouper les services opérationnels, de contrôle et de gestion de l'unité.

L'unité a également procédé à la mise en œuvre de l'application «CARMEP» remplaçant le logiciel « LOGITRAN ». Ce nouveau système de réservation a 2 interfaces différentes. Celle utilisée par la CRC (Car Reservation Centre) est déjà en service depuis le mois de novembre 2016. L'autre interface qui concerne la réservation en ligne « CARMEP — WEB » et destinée aux députés est encore dans le processus de développement et sera progressivement mise en place durant le 1er semestre 2017.

Unité des Huissiers de Conférence

En 2016, l'Unité des Huissiers de Conférence a assisté en moyenne 457 réunions/semaine en dehors des semaines de session plénière, environ 300 réunions ont été organisées à Bruxelles et 269 à Strasbourg. En outre, les huissiers de conférence ont apporté leur soutien à plus de 40 événements officiels et à 30 visites de haut niveau. Au total, ils ont préparé et travaillé pour plus de 14.000 réunions et manifestations, ce qui montre une augmentation continue en doublant le nombre des missions par rapport aux années précédentes.

Il est important de noter que les huissiers assistent également les députés et le personnel lors de réunions qui ont lieu en dehors des trois lieux de travail. En 2016, ils ont accompagné les groupes politiques et les assemblées interparlementaires, (ACP, EUROLAT) (150 hommes/jour ouvrables en dehors de Bruxelles, de Luxembourg et de Strasbourg)

Les huissiers de conférence sont chargés des affiches, de contrôler et de supprimer les affiches « sauvages ». En raison du nombre croissant de réunions officielles et des événements, l'affichage de posters concerne environ 150 affiches par semaine à Bruxelles. Quant à l'affichage « sauvage » et, pour la première fois, à la demande des Questeurs, les huissiers de conférence ont dû intervenir pour demander la suppression de plus de 30 affiches collées principalement sur les fenêtres et portes des bureaux des membres donnant sur un espace public.

L'unité travaille en étroite collaboration avec les autres services, comme en témoigne, par exemple, la procédure lancée en septembre 2016, à la demande de l'Unité Restauration à veiller sur la distribution de bouteilles d'eau dans les salles de réunion. À la suite de cette nouvelle procédure, le nombre de bouteilles d'eau distribuées lors des réunions a été réduit de plus de 50 % des quantités distribuées au cours des mois précédents.

La sécurité revêt une importance capitale pour l'unité et les couloirs d'accès à l'hémicycle par les visiteurs individuels ont été identifiés comme point faible. Afin de disposer d'une capacité de réaction rapide en cas d'incident, un renforcement par l'unité des huissiers d'étage, a été mis en place avec le soutien de cinq collègues travaillant dans les tribunes de l'hémicycle pendant la séance plénière de Strasbourg depuis le mois de novembre.

L'unité a atteint les objectifs fixés pour 2016, de qualité, d'efficacité et de communication.

Unité Mobilier

Les principales mesures prises en 2016 sont les suivants :

- Gestion du budget pour l'acquisition du mobilier et autres biens pour l'ensemble du Parlement européen, en collaboration avec l'unité Aménagement des Bureaux et Déménagement et les collègues chargé de la gestion des biens et de l'inventaire;
- Commandes pour la rénovation du bâtiment Havel à Strasbourg, du bureau d'information à Ljubljana, de l'espace des députés à Strasbourg et à Bruxelles, de la Maison de l'histoire européenne à Bruxelles, etc... ;
- Finalisation de l'appel d'offres et exécution du contrat pour les vêtements de travail pour tous les bénéficiaires du PE ;
- Lancement d'un nouvel appel d'offres interinstitutionnel pour l'achat de mobilier, chaises, canapés et accessoires, de mobilier sur mesure ; les offres ont été réceptionnées en décembre 2016;
- Participation au groupe de travail chargé du dialogue compétitif concernant l'aménagement des bureaux de Membres axé sur le "corporate image" du Parlement européen ;
- Gestion de l'inventaire sur les trois lieux de travail et les bureaux extérieurs. Tracking de plus de 100.000 articles dans tous les bâtiments du Parlement ;
- Finalisation du transfert de la responsabilité de la gestion des photocopieurs à la DG ITEC, en définissant les paramètres budgétaires et techniques ;
- Finalisation des aménagements organisationnels au sein de la DG à la suite de la création de l'unité Aménagement des Bureaux et Déménagement (transfert de la gestion de différentes machines, de la gestion des stocks, etc.).

Unité Restauration

Bruxelles

Le prestataire Compass Belgilux est en train de s'adapter à l'environnement complexe du Parlement européen. Suite au bilan annuel du contrat en juillet 2016, un nouveau groupe de travail sur la créativité, la consultation a été instauré dans le but de rechercher des opportunités commerciales et d'accroître la satisfaction des clients.

Deux nouvelles cantines ont été ouvertes dans les bâtiments TRÈVES et Square de Meeûs, permettant ainsi de désengorger la cantine du bâtiment SPINELLI. Un espace de restauration bio (géré par un opérateur local indépendant «Les Filles») a ouvert ses portes le 8 septembre 2016 au rez-de-chaussée de ce même bâtiment. Ce restaurant utilise des produits provenant de l'agriculture biologique, du commerce équitable ou de sources d'énergie durable. Un restaurant style méditerranéen (géré par un opérateur indépendant «Le Egin») a ouvert le 17 novembre 2016 au premier étage du bâtiment SPINELLI. Ce restaurant travaille avec des fournisseurs et de petits producteurs typiquement régionaux. La Sandwicherie rénovée a rouvert le 22 novembre 2016 au rez-de-chaussée du bâtiment SPINELLI, à l'issue d'une période de trois mois de prospection de la clientèle pour un nouvel emplacement.

Strasbourg

L'ouverture d'un point de vente de produits frais à emporter a ouvert en mars 2016 à proximité du Bar général.

Un projet pilote a été lancé en juillet 2016 avec repas chauds servis en permanence sans restriction d'horaires dans le Bar des Députés afin de tenir compte de la diversité des habitudes alimentaires et des horaires.

La cantine dans le bâtiment WEISS a été élargie en août 2016 et quatre caisses enregistreuses supplémentaires ont été installées afin de rationaliser les flux de clientèle. Cette mesure a déjà eu un effet immédiat dans la réduction considérable du temps d'attente pendant les heures de pointe.

La procédure d'appel d'offres a pris fin en septembre 2016 et le prestataire Eurest France a commencé à exploiter le 1er novembre 2016 via son contrat « prix fixes », un concept plus avancé que le modèle hybride pionnier à Bruxelles. Le fournisseur offre de nouveaux produits plus variés que par le passé. Le projet est basé sur le concept suivant: la «Old Town» des années 80 personnifiant le véritable esprit des premiers bâtiments du Parlement européen, et le «New District» qui accueillera des points de vente plus urbains correspondant mieux aux besoins plus modernes des clients. Le projet vise également à créer une «académie d'excellence» pour les équipes d'exploitation sur les trois sites aux fins suivantes:

- l'échange de bonnes pratiques et la mise en commun de compétences ;
- la maîtrise des engagements du prestataire et l'augmentation de la qualité du service.

Responsabilité environnementale et sociale

Un contrôle externe EMAS a été réalisé du 27 mai au 3 juin 2016 dans les trois lieux de travail. La politique de restauration a eu des résultats positifs, en particulier en ce qui concerne l'initiative «Ma portion», qui sera encore améliorée.

Ce que l'on appelle «ma portion» contribue à réduire le gaspillage alimentaire, dans les cantines, en donnant le choix à de grandes et petites portions vendues à un prix différent. D'autres mesures allant dans le même sens y figurent comme la limitation de l'offre alimentaire à la fin des heures d'ouverture, ainsi que le pesage des restes en vue de leur diminution progressive.

La nourriture invendue de la cantine du bâtiment SPINELLI est collectée et donnée à l'extérieur. Dans l'ensemble, depuis septembre 2016, les cuisines du Parlement ont déjà fourni plus de 1500 repas à des organisations caritatives, y compris aux réfugiés situés à Bruxelles.

Politique de l'eau

L'une des priorités de la nouvelle politique de restauration est la nécessité de refléter le coût réel des produits et des services de restauration afin d'éviter de recourir aux subventions. Les crédits du poste budgétaire 3040 (frais divers de réunions internes) ont par conséquent été réduits de près de 50 % au cours des trois dernières années, passant de 2,715 Mio € en 2013 à 1,400 Mio € en 2016.

Les deux principaux éléments de cette politique sont la réduction de l'utilisation de des bouteilles d'eau minérale dans les réunions et l'installation de fontaines d'eau en zones de circulation.

Unité Attribution des Bureaux et Déménagement

L'Unité Attribution des Bureaux et Déménagements a été créée en janvier 2016. Elle a assuré sa mission de manutention et du transport routier des biens dans et en dehors des trois lieux de travail ainsi que l'attribution des bureaux et la réception, l'analyse et le suivi des demandes liées au mobilier.

Les bureaux dans le bâtiment HAVEL à Strasbourg ont été attribués selon les besoins des futurs occupants suite à une analyse du site de Strasbourg. Afin d'anticiper les besoins des espaces bureaux à Strasbourg après les élections 2019, une stratégie a été élaborée qui sera proposée au Bureau pour approbation.

Le déménagement du MONTROYER 63 vers le bâtiment BELMONT s'est déroulé sans problèmes.

Dans le souci de diminuer « l'empreinte carbone » environnementale, les deux nouveaux camions du Parlement européen à norme EURO 6 ont été utilisés en remplacement des camions externes plus polluants. Le programme de partage des cantines « Trunk-sharing » a été mis en place avec la participation de la majorité des DG. Il sera mis en œuvre dans tout le Parlement. Grâce à la diminution du nombre de cantines et autres matériaux, un camion en moins est utilisé pour les sessions à Strasbourg.

Le taux de livraison de cantines dans les délais et sans problèmes fut de 99,89% en 2016.

Unité Huissiers d'Etage

L'unité a atteint ses objectifs en 2016 (objectifs de gestion), garantissant ainsi une augmentation de l'efficacité et de la satisfaction du client : les vestiaires à Strasbourg ont été fusionnés et réorganisés, les formations prévues ont été organisées et le projet EMAS sur l'utilisation des enveloppes réutilisables a été mis en place.

En outre, dans les trois lieux de travail, le nombre de bureaux desservis par huissier, continue à augmenter, surtout au Luxembourg (+ 6 %) et à Strasbourg (+ 9 %). D'autre part, le nombre d'heures supplémentaires continue à diminuer, malgré le fait qu'une aide a été accordée à l'Unité des Huissiers de Conférence (en novembre et décembre 2016, 5 huissiers ont travaillé dans les tribunes à Strasbourg). La diminution des heures supplémentaires est de plus de 25 %, par rapport à 2015.

Ces bons chiffres n'ont été possibles que grâce à l'organisation efficace et surtout grâce à l'augmentation constante de la motivation du personnel.

DIRECTION C

Unité du Personnel

En 2016, voici les principales actions concernant les ressources humaines :

Agents contractuels Strasbourg

Le personnel supplémentaire pour les sessions de Strasbourg, suite à l'internalisation en 2014, est actuellement composé de 40 agents contractuels, dont 8 agents avec contrats indéterminés 28 sous contrat jusqu'au 31/05/2019 et 4 jusqu'au 31/12/2017. Les contrats ont été renouvelés sur base d'un accord-cadre signé entre la DG PERS et la DG INLO en juillet 2016. La situation contractuelle des 4 agents, dont le contrat se termine fin 2017 est liée à la mise en œuvre d'un contrat-cadre à conclure avec la DG COMM.

La DG INLO s'est engagée, d'ici 2019, d'exploiter les possibilités alternatives pour la situation des 28 agents sous contrat avec échéance au 31/05/2019.

Internalisation des chauffeurs

Suite à la décision du Bureau le 11 avril 2016 sur l'internalisation du service de transport des députés au sein du PE, l'unité du Personnel a procédé l'organisation de la procédure de recrutement de 110 chauffeurs.

Ceci a demandé la mise en place de toute la logistique y compris la convocation de 314 candidats aux épreuves pratiques et théoriques, parmi eux, 260 ont participé aux épreuves.

La procédure liée au recrutement des candidats (entretiens, épreuves pratiques et épreuves théoriques) a mobilisé un certain nombre de personnes de la DG (environ 20), qui sont intervenues à différents étapes de cet exercice.

Les épreuves se sont déroulées sur 12 jours (entre août et octobre 2016) et 14 personnes de la DG INLO ont participé de façon permanente. La DG PERS a également mis à la disposition, 2 personnes à temps complet pour accompagner les candidats lors de cette première étape de la procédure de recrutement.

À l'issue des épreuves, la DG INLO a établie une liste de 161 candidats, dont les dossiers ont ensuite encore été évalué par la DG PERS avant toute proposition d'engagement de la part de l'institution.

La prise de fonctions des nouveaux chauffeurs débutera le 16 janvier 2017 et continuera par étape.

Publications des postes

Les postes permanents et temporaires vacants ont suivi la cadence de l'année précédente avec leur pourvoi.

Les postes AST vacants en 2016 et identifiés dans la nouvelle catégorie AST-SC ont été pourvus ou sont en cours de pourvoi. Pour la première fois cette nouvelle catégorie a servi pour le métier « huissier de conférence » pour lequel 5 postes ont été pourvus. A ce stade, tous les postes AST-SC devenus vacants depuis 2014 au sein de la DG ont été pourvus par des nouveaux recrutements.

La mise en œuvre du programme de réductions des effectifs de 5%, s'est poursuivie en 2016 par la suppression de 4 postes AST supplémentaires.

Réorganisation des unités/services en 2016

En 2016 la DG a poursuivi sa stratégie de réorganisation et rationalisation de certains secteurs liés à sa mission par une utilisation optimale des ressources propres. Pour citer les actions majeures dans ce domaine :

- à la DIR A : création du Service d'assistance à la maintenance ;
- à la DIR B : restructuration globale de l'Unité de l'Attribution des bureaux et des déménagements avec la création de 2 nouveaux services ;
- à la DIR C : restructuration de l'Unité du Soutien central.

Unité Marchés

- gestion de dossiers essentiels (concessions dans la restauration STB et BXL, mobilier pour le personnel et les députés, contrat de leasing de limousines) en adoptant une approche innovante, en utilisant la procédure concurrentielle avec négociation dans le cadre du nouveau règlement financier ; les contrats de concession pour la restauration à Bruxelles et Strasbourg ont été signés ; le dialogue compétitif est en cours pour le mobilier des membres.
- intégration du nouveau règlement financier dans les opérations quotidiennes et contribution au Forum des Marchés Publics pour mettre en place une approche commune de l'institution ; utilisation des modèles de la DG FINS ; suivi des instructions et simplifications des circuits (note du DG du 15/09/2016).
- accroissement de la coopération avec le service du Contrôle interne et le Service juridique, afin de mettre en place une chaîne intégrée d'acteurs provenant de différentes entités opérationnelles; consultation du service juridique pour le dialogue compétitif ; nomination de personnes du service juridique dans certains comités.
- élaboration et lancement des formations internes pour les unités opérationnelles : ces cours n'ont pas encore été organisés, la décision du directeur général sur la tenue des séances de formation financière interne concernant les modifications possibles des contrats au regard du nouveau RF prise en septembre 2016.
- élaboration des spécifications techniques de la seconde partie de l'outil de planification des marchés publics pour les transférer à l'unité IT et suppression ultérieure en production mi 2016 : pas atteint. Décision du Chef d'Unité de ne pas développer la phase 2 de l'outil PMP.

Unité Finances

- Coordination du processus de signature électronique étendue à l'ensemble des transactions financières ;
- Établissement d'un tableau de bord financier visuel destiné à assurer un reporting périodique complémentaire au management ;
- Présidence et secrétariat du groupe de travail inter DG "Stratégie de financement pour les investissements immobiliers". Le rapport, destiné à évaluer les options possibles pour les financements futurs projets immobiliers de l'institution, a été adopté par le groupe de travail en septembre 2016 ;
- Supervision du groupe de travail sur les procédures destinées à analyser et optimiser les processus administratifs en vigueur au sein de la DG ;

- Introduction d'un circuit électronique pour les opérations de paiement du site de Strasbourg destiné à accélérer le circuit financier ;
- Rédaction et adoption de guidelines internes applicables à l'exécution budgétaire (annualité,...) ;
- Prise en charge de la vérification des factures liées au bâtiment Adenauer.

Unité Informatique

Le secteur support informatique a assuré l'assistance de près de 1.200 utilisateurs et enregistré plus de 6.300 demandes d'intervention. 431 PC devenus obsolètes ont été remplacés. Dans le cadre de la politique EMAS, 396 imprimantes locales ont été supprimées et les utilisateurs ont été formés à l'utilisation des imprimantes réseau.

Parmi les principales réalisations du secteur projets, on notera la mise en production de l'application ABA et l'adaptation de l'application TRT aux nouvelles règles pour les cantines. L'aide à la définition et à la réalisation de l'application BLICK est également à mettre en avant. Il est à noter que le départ du développeur en cours d'année a donné un coup d'arrêt à la partie développement proprement dite. L'exécution du programme IT 2016 et la préparation du programme 2017 ont également été effectuées.

Unité Soutien central

Politique environnementale

Dans le cadre de la politique environnementale du Parlement, et en particulier du plan d'actions EMAS, contribuer à la réalisation des objectifs visant, d'une part, à réduire ses émissions de CO₂ de 30 % d'ici 2020 et, d'autre part, à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments ainsi que réduire la consommation d'eau.

Politique d'accessibilité des bâtiments aux personnes présentant un handicap

- Dans le cadre de la politique d'accessibilité pour les personnes présentant un handicap ("Design for all"), réaliser l'audit sur l'accessibilité des bâtiments aux personnes présentant un handicap avec une attention particulière pour les personnes malvoyantes et malentendantes ;
- Représenter la Direction Générale au sein du Groupe de Travail Inter Services Accessibilité (GTIS) ;
- Émettre des avis en matière d'accessibilité des bâtiments pour les personnes à mobilité réduite.

Politique des assurances

- Mettre en œuvre la nouvelle politique de gestion des assurances au sein de la Direction générale ;
- Gérer l'assurance incendie et les risques connexes pour les trois lieux de travail et les Bureaux d'Information ;
- Gérer l'assurance en responsabilité civile objective pour les dommages causés aux tiers en cas d'incendie ou d'explosion du chef des immeubles occupés par l'Institution ;
- Gérer l'assurance responsabilité civile exploitation pour les trois lieux de travail et les Bureaux d'Information ;

- Mettre en place un contrat d'assurance Responsabilité professionnelle pour les ingénieurs, architectes et techniciens des Directions Infrastructures et Projets Immobiliers ;
- Gérer l'assurance pour le transport de matériel de conférence ;
- Gérer l'assurance pour le parc à véhicules du PE.

Santé et Sécurité

- Assurer la coordination du suivi des rapports du Service Prévention et Protection au Travail (SPPT) pour les Directions Infrastructures et Projets Immobiliers et représenter la DG INLO dans les réunions du Comité Consultatif pour la Prévention et la Protection des Travailleurs (CPPT) ;
- Donner des avis pour les projets en matière de sécurité des personnes ou de prévention.

Mobilité

Continuer à développer la politique de mobilité du Parlement européen dans les trois sites, de développer l'information du personnel dans le domaine, de favoriser le transport en commun et d'encourager l'utilisation des vélos.

DIRECTION D

Unité Projets Luxembourg

Il est rappelé que l'Unité Projets Immobiliers Luxembourg a pour rôle principal (et quasi unique) de mener à bien le projet d'extension et remise à niveau du bâtiment Konrad Adenauer. L'objectif principal est d'assurer la réalisation du projet KAD dans le respect des délais et coûts définis par les autorités politiques. Parallèlement, l'Unité doit assurer le bon déroulement et l'efficacité du mécanisme de financement via la SI KAD PE.

- Délais:
Suite à la décision du Bureau du 06 juillet 2015 et aux retards subis pendant l'année 2016, notamment suite au recours d'un soumissionnaire concernant le résultat de l'appel d'offres n°6, la fin du chantier Est est désormais prévue en septembre 2018. La fin du chantier Ouest est prévue en mai 2021.
- Coûts des travaux réalisés sur chantier:
Au total, le montant cumulé des travaux payés au 31.12.2016 (préfinancements inclus) s'élève à 128,7 Mio. € On constate donc une consommation cumulée de 32% du coût d'objectif (sur base d'un coût d'objectif de 396,5 Mio. € en date valeur octobre 2012).
- Coût prévisionnel total des travaux du projet KAD:
L'évolution du coût projeté a été impactée notamment par les éléments suivants:
 - Décision du Bureau du 06 juillet 2015 de ne pas procéder à la rénovation du KAD I ;
 - Nouvelle projection fin de chantier suite au remétrage des lots de second œuvre et technique ;
 - Travaux supplémentaires liés à l'évolution du projet.

Le coût d'objectif a ainsi été adapté lors de la réunion du Board du 10 octobre 2016 et fixé à 396,5 Mio. € en date valeur octobre 2012.

La dernière mise à jour du coût projeté a été présentée au Parlement le 25 novembre 2016. Le coût projeté du projet KAD y compris imprévus et aléas a été estimé à 396,2 Mio. € (en date valeur octobre 2012).

- **Financement :**

Tout au long de l'année 2016, la fiducie a été utilisée pour garantir les montants du Parlement qui n'étaient pas utilisés directement pour le paiement des factures travaux. Les actifs détenus dans la fiducie provenaient des préfinancements du Parlement européen ainsi que du premier tirage sur prêt effectué le 31 décembre 2013. Les actifs étaient libérés progressivement en fonction des besoins. En 2016, le PE a ainsi exécuté 11 libérations pour un montant total de 70,75 Mio. €. Il est aussi précisé que 15 Mio. € ont été utilisés pour rembourser partiellement l'emprunt effectué le 31 décembre 2013, diminuant ainsi considérablement les frais financiers du projet.

Unité Projets Strasbourg

La situation des principaux projets est la suivante :

Bâtiment HAVEL - Rénovation complète

Conformément à la décision du Bureau du 11 avril 2016, la réalisation de travaux importants de sécurisation a été décidée pour le bâtiment Havel avant la fin du chantier de rénovation en cours. Ceux-ci ont fait l'objet de l'avenant No 3. La fin des travaux est prévue le 28 février 2017.

Bâtiment WEISS

Mini-Parlamentarium

Les travaux d'aménagement se sont poursuivis courant 2016. Le démarrage des travaux d'installation des équipements multimédia par la DG COMM est prévu le 20 mars 2017 et la livraison du Parlamentarium est prévue en juin 2017.

Sécurisation des plafonds des salles de réunion

Les travaux sont terminés, un complément commandé en décembre 2016 reste à réaliser pour fin mars 2017.

Bâtiment PFLIMLIN

Transformation de 3 salles de réunion en bureaux

Le contrat de travaux a été signé en décembre 2016, la préparation des travaux a démarré, la livraison est prévue fin 2018.

Bâtiments MADARIAGA et CHURCHILL

Remplacement des tableaux électriques d'étage

Les études sont terminées, la procédure de passation de marché est en cours, la réalisation des travaux est prévue entre septembre 2017 et novembre 2018.

Tous bâtiments

Travaux de fiabilisation des locaux informatique et télécoms (SRZ)

Les travaux se sont poursuivis courant 2016, la livraison est prévue en octobre 2017.

Travaux de sécurisation (décision du Bureau du 11 avril 2016)

- Sécurisation des façades : pose de film anti-explosion. Environ deux tiers ont été exécutés à ce jour ;
- Sécurisation des passerelles de liaison : installation de portes antieffraction commandées à distance. Études en cours ;
- Sécurisation entrée WEISS : études et négociations avec la Ville de Strasbourg en cours ;
- Sécurisation entrée CHURCHILL : études en cours ;
- Déplacement crèche au bâtiment CHURCHIL : études en cours ;
- Sécurisation périmètre : études en cours.

Unité Projets Bruxelles

- La construction de la Maison de l'Histoire Européenne à Bruxelles dont l'ouverture est prévue en mai 2017 s'est achevée avec la réception provisoire accordée en septembre 2016 ;
- Le bâtiment MARTENS à Bruxelles a été acquis en juin 2016 et les travaux d'aménagements spécifiques au Parlement européen ont démarré en octobre après mise en ordre des remarques liées à la construction. Les consultations des futurs utilisateurs ont été conduites durant l'automne 2016 ;
- d'importants travaux de sécurisation ont été lancés, plus particulièrement sur le site de Bruxelles.

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2016

- DG INLO

Indicateurs liés à la performance budgétaire de la Direction générale

<i>Objectif spécifique</i>	<i>Indicateur de résultat</i>	<i>Situation au 30/06/2016</i>	<i>Situation au 31/12/2016</i>	<i>Cible 2016</i>	<i>Comparaison 30/06/2015</i>	<i>Comparaison 31/12/2015</i>	<i>Commentaires</i>
Maintenir à un niveau élevé le contrôle de l'exécution budgétaire (données financières du R.A.A.)	% utilisation crédits courants (engagements)	76%	99%	85-95%	70%	98%	
	% utilisation crédits reportés (paiements)	32%	95%	85-95%	28%	94%	
	Délai de paiement (% de factures traitées dans les délais contractuels)	90%	93%	90%	87%	92%	

One-Stop Shop for Members							
	Quality performance : % changes in customer satisfaction levels measured through bi-annual survey	94,70%	94,70%	70-90 %	88,60%	94,70%	
	Service delivery performance : answers to Members requests delivered on time	100%	100%	100%	100%	100%	

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2016 - DG INLO

Direction A

Objectif spécifique	Indicateur de résultat	Situation au 30/06/2016	Situation au 31/12/2016	Cible 2016 *	Comparaison 30/06/2015	Comparaison 31/12/2015	Commentaires
Maintenir à un niveau élevé le contrôle de l'exécution budgétaire (données financières du R.A.A.) <i>(cf. point 8 des objectifs généraux de la Direction A - Infrastructures)</i>	Taux d'engagement (%) des crédits annuels alloués (postes 2000; 2001; 2008; 2022; 2024)	88,60%	98,80%	85% ± 2% (1er trimestre) 90% ± 2% (2ème trimestre) 95% ± 2% (3ème trimestre) 100% ± 2% (4ème trimestre)	84,30%	Dernière valeur calculée: 98,2%	
	Taux d'engagement (%) des crédits annuels alloués (postes 2007-01)	38,70%	98,10%	40% ± 15% (1er trimestre) 60% ± 15% (2ème trimestre) 85% ± 15% (3ème trimestre) 100% ± 15% (4ème trimestre)	47,00%	Dernière valeur calculée: 95,5%	
	Nombre exceptions annuelles	0	0	0-2	Dernière valeur calculée: 0	Dernière valeur calculée: 0	
	Moyenne annuelle délais de paiement	21 jours	19,70 jours	30 jours	28 jours	Dernière valeur calculée: 20,9 jours	
Assurer la gestion courante des immeubles <i>(cf. point 2 des objectifs généraux de la Direction A - Infrastructures)</i>	Taux d'Exécution de la Maintenance Préventive - Techniques Spéciales	76,26% 154.792 OT réalisés depuis le début du contrat en 2012, avec un retard cumulé de 1192 OT	102,88% (valeur supérieure à 100% signifie que des retards ont été rattrapés) 178.502 OT réalisés depuis le début du contrat en 2012, avec un retard cumulé de 2107 OT	90% ± 3%	99,15% 117.287 OT réalisés depuis le début du contrat en 2012, avec un retard cumulé de 965 OT	Dernière valeur calculée: 89,90% 132.837 OT réalisés depuis le début du contrat, avec un retard cumulé de 1170 OT	
	Pourcentage d'Interventions (correctives) effectuées à temps - Techniques spéciales	74,37%	73,93%	95% ± 5%	89,55%	89,26%	
	Pourcentage d'Interventions effectuées à temps - Gros-Oeuvre/Second-Oeuvre	Données pas encore disponibles, car la mise en place du suivi par ordinateur des nouveaux contrats de maintenance n'a pas été finalisée sur les 3 sites	Données pas encore disponibles, car la mise en place du suivi par ordinateur des nouveaux contrats de maintenance n'a pas été finalisée sur les 3 sites	90% ± 3% (<i>sous réserve de mise en place effective, sur les 3 sites, des nouveaux contrats de maintenance pour le gros-œuvre / second œuvre</i>)	N.A	N.A	
	Notes des contrôles de qualité pour le nettoyage	96,00%	97,25%	85% ± 2%	97,50%	97,1	
Contribuer à la réalisation de l'objectif de l'Institution visant à réduire ses émissions de CO₂ de 30 % d'ici 2020** <i>(cf. point 6 des objectifs généraux de la Direction A - Infrastructures)</i>	Eau (YTD)	97,80%	98,9%***	100% ± 1% de la consommation estimée	93,50%	99,5	
	Gaz/fuel (YTD)	80,20%	79,3%***	100 % ± 1% de la consommation estimée	85,60%	78,7	
	Electricité (YTD)	84,20%	85,9%***	100 % ± 1% de l'émission estimée	89,10%	87,8	
	CO2 (YTD)	79,50%	78,8%***	100 % ± 1% de l'émission estimée	85,50%	78,4	
<p>* Cet indicateur est calculé mensuellement comme le rapport entre le nombre d'ordres de travail (OT) préventif exécutés le mois en question et le nombre d'OT prévus dans le planning du mois. Il est complété par l'indication du nombre d'OT en retard depuis le début du contrat et du nombre total d'OT réalisés depuis le début du contrat.</p> <p>** Les valeurs cibles de ces indicateurs pour les consommations (ou pour l'émission) réelles ont été fixées à 100% de la consommation estimée, pour permettre de vérifier dans quelle mesure les objectifs d'économie d'énergie (notamment ceux pris par le contractant qui assure la maintenance des installations techniques) sont atteints. Pour cela, la consommation estimée sera calculée comme la différence entre la consommation de référence et l'objectif d'économie d'énergie.</p> <p>*** valeurs sur base des factures de consommation du mois de novembre (les plus récentes disponibles à la date d'établissement du présent rapport)</p>							

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2016

- DG INLO

Direction B

	<i>Indicateur de résultat</i>	<i>Situation au 30/06/2016</i>	<i>Situation au 31/12/2016</i>	<i>Cible 2016 *</i>	<i>Comparaison 30/06/2015</i>	<i>Comparaison 31/12/2015</i>	<i>Commentaires</i>
Catering Unit							
	Wage cost percentage (as a percentage of sales)	Luxembourg : 68% Strasbourg : 75%	Luxembourg : 67% Strasbourg : 76%	reduction of the proportion of wage costs to 78 % of sales	84,31%	Bruxelles : 97,81% // Luxembourg : 67,96% // Strasbourg : 74,35%	
	Productivity performance : Total salary cost / by number of passages	Luxembourg : 3,3 Strasbourg : 6,3	Luxembourg : 3,3 Strasbourg : 6,3	ratio 4,00 to 4,50	3,92	Bruxelles : 3,87 // Luxembourg : 3,19 // Strasbourg : 6,68	
Furniture Unit							
	Annual Inventory: Stock Keeping Units (with assigned unique identification number) controlled = Nber of controlled SKUs/total Nber SKUs in inventory	56,0%	95,2%	95%	72,2%	94,7%	Calcul du pourcentage : Nombre de biens traqués / total de biens inventoriés
	Delivery performance for office supplies : delivery within 48 h (standard in the sector)	87%	86,4%	delivery to 80 %	99%	86,5%	Calcul du pourcentage : Nombre de commandes dans les 48h* / Total de commandes encodées *date de commande - date de livraison
	Delivery performance for paper supplies : delivery within 48 h (standard in the sector)	98%	97,8%	delivery to 98 %	88%	97,9%	Calcul du pourcentage : Nombre de commandes dans les 48h* / Total de commandes encodées *date de commande - date de livraison
Cars Unit							
	Cost per order: Total annual expenditure for transport services provided by the external contractors in Brussels and Strasbourg/total number of MEP transports executed	50,91	57,76	cost per order should be inferior or equal to cost for order in the previous year	46,92	49,8	increase of cost per order due to higher security measures after the terrorist attacks and increase of fees charged by external service provider
	Quality performance : Order entry accuracy : Total number of complaints received/total number of courses	0,0003%	0,0004%	less than 1 % of all orders	0,0009%	0,0011%	
	Human resources productivity performance = Total number of hours invoiced by external service providers/total number of external drivers	437,29	771,64		440	796,19	

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2016

- DG INLO

Direction B

	<i>Indicateur de résultat</i>	<i>Situation au 30/06/2016</i>	<i>Situation au 31/12/2016</i>	<i>Cible 2016 *</i>	<i>Comparaison 30/06/2015</i>	<i>Comparaison 31/12/2015</i>	<i>Commentaires</i>
Office Allocation and Moves Unit							
	Delivery performance : trunks/documents delivered on time	99,88%	99,89%	100%	99,88%	99,84%	
	Growth of the number of accidents at work per year	2	3	no work related accidents	6 accidents	8 accidents	
Conference Ushers Unit							
	Service performance : Number of official meetings assisted per usher per month	60 meetings per usher/per month	80 meetings per usher per month as average during second semester. 72 meetings per usher per month as average for the year.	average of 64 meetings	69 meetings	60 meetings per usher per month during second semestre. 64,5 meetings per ushers per month as average for the year.	
	Human resources productivity performance : % of employees taken part in professional training	75%	91% of staff trained	80 % the staff trained	85%	90%	
	Human resources productivity performance : average overtime hours per person per month	24,58 h/month on average per usher without May events/ Open days and EYE have generated 43hours/month on average per usher	22 h/month overtime generated on average per usher	to decrease the average overtime to 40 h/month on average per usher	23,95 h/month on average per usher	22 h/month overtime on average per usher	
Mail Ushers Unit							
	Service performance : Number of MEP/Staff offices served per usher /per year	204 offices/usher in Brussels, 144 offices/usher in Luxembourg, 113 offices per usher in Strasbourg	204 offices/usher in Brussels, 147 offices/usher in Luxembourg, 118 offices/usher in Strasbourg	120 offices/usher in Brussels 110 offices/usher in Luxembourg	199 offices/usher in Brussels, 122 offices /usher in Luxembourg, 104 offices/usher Strasbourg	199 offices/usher in Brussels, 136 offices /usher in Luxembourg, 104 offices/usher Strasbourg	
	Human resources productivity performance : Average overtime hours/usher/year	686 hours for 84 ushers: 8,17 hours per ushers for 6 months (16,34 per annum)	1224,6 hours for 82 employees: 14,93 hours/employee	30 overtime hours/year/usher	24,8 overtime hours/year/usher	1.147,5 hours overtime/ 55 employees = average of 20,86 hours/employee	The number is considerably conditioned by the reinforcement given to the Conference ushers (especially at the end of the year in Strasbourg)

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2016 - DG INLO

Direction C

Objectif spécifique	Indicateur de résultat	Situation au 30/06/2016	Situation au 31/12/2016	Cible 2016 *	Comparaison 30/06/2015	Comparaison 31/12/2015	Commentaires
Unité Soutien Central							
Réaliser l'audit accessibilité PMR des bâtiments dans la durée du contrat - cadre	Rapport final pour chaque bâtiment	Agenda Accessibilité programmée pour le 08/08/2016 aux autorités FR 4 bâtiments Strasbourg	Adap(Agenda d'accessibilité programmée) transmis le 8/8/2016 à la Préfecture de Strasbourg	4 bâtiments Strasbourg, Spinelli phase 1 et KAD 2 phase 1 - rapport final	NA	NA	Adap approuvé sans commentaire par la Commission ad hoc le 1/9/2016. Phase 2 du bâtiment Spinelli a débuté en décembre 2016.
Communication							
Publier les communications dans les délais.	% des communications publiées dans les délais.	97%	99%	100%	NA	NA	Retard imprévu dans la traduction.
Unité Personnel							
Assurer au mieux le support et la coordination de la DG et de ses services en matière de recrutement	Durée entre la réception de la décision hiérarchique d'ouvrir un poste et l'entrée en fonction du fonctionnaire	77%	67%	120 jours ouvrables	80%	69%	raison principale: manque de disponibilité de listes de réserve EPSO
Veiller à la mise en œuvre de la politique de programmation des carrières conformément à la réglementation concernant la notation et la promotion	% du nombre de procédures rapnots cloturées dans les délais	75%	75%	100%	64%	64%	
Informier, assister et conseiller la DG et ses services en vue de l'identification des besoins de formation	Nombre de jours de formation par an et par agent	32% des CdU ont participé à 5 jours de formation ou plus; 48% des autres agents ont suivi 3 jours de formation ou plus.	72% des CdU ont participé à 5 jours de formation ou plus; 52,5% des autres agents ont suivi 3 jours de formation ou plus.	% des agents qui ont suivi au moins 3 jours de formation	29% (cours de langues compris); 20% (hors cours de langues)	83% des CdU ont participé à 5 jours de formation ou plus; 48% des autres agents ont suivi 3 jours de formation ou plus.	
Unité Finances							
Préparer et coordonner les demandes de virement de crédits	Demandes traitées dans un délai d'une semaine et approuvées par la FINS/BUDG	5 demanes traitées dans les temps 100%	17 (sur 18) dossiers traités dans les temps 94 %		11 dossiers traités dans les temps 100%	26 demandes traitées dans les temps 100%	
Garantir la fonction d'administrateur Finord et WebContracts	Assurer en permanence une continuité de service	4,5 j non couverts 96,31%	5,5 j non couverts 97,76 %		tous les jours couverts 100%	2 jours non couverts 98,31%	

Unité Finances

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2016 - DG INLO

Direction C

Objectif spécifique	Indicateur de résultat	Situation au 30/06/2016	Situation au 31/12/2016	Cible 2016 *	Comparaison 30/06/2015	Comparaison 31/12/2015	Commentaires
Mettre en place un groupe de travail inter DG ayant pour objectif d'évaluer les différentes options de financement dans le cadre des projets de rénovation et d'achat des immeubles en collaboration avec la DG FINS et le Service Juridique. Conformément aux dispositions du projet DG INLO « Financing strategy for infrastructure investments » repris dans le Parlement Project Portfolio les conclusions du groupe de travail devront être présentées pour février 2016.	conclusion du steering group en juillet 2016 au plus tard.	Projet de rapport rédigé. Adoption finale du rapport prévue en septembre 2016	Rapport adopté fin septembre 2016		Nomination du groupe : juin 2015	Nomination du groupe : juin 2015 Premier série de réunions tenue en 2015	
Unité Marchés							
Charge de travail	Nombre de procédures traitées/an	37	83	100 % de prise en charge	51 (=100% de prise en charge)	111 (=100% de prise en charge)	procédures terminées
Efficacité de planification	Nombre de marchés déprogrammés	1	1	10 % max	20	23	
	Nombre d'avenants de prolongation	0	1	0	0	0	
Efficacité de passation	Nombre de marchés attribués dans le délai cible	30	51		non disponible	non disponible	attribués en 2016
	Nombre de plaintes et recours fondés	0	0	0	0	0	
Qualité des critères et de la préparation	Nombre de procédures infructueuses	2	5 (6,02)%	jusqu'à 5 %	3 (5,88) %	6 (5,40)%	
	Nombre moyen d'offres recevables par procédure	3,5	3,7		3,14	1,88	
	Nombre moyen d'offres par procédure de faible valeur	2	2,4		2	1,78	
Unité Informatique							
Respect des délais de développement par rapport aux actions planifiées	% de développement terminés dans les délais par rapport aux actions planifiées	100%	85%	80 – 90 %	80%	90%	le départ du développeur en cours d'année a donné un coup d'arrêt à la partie développement proprement dite
Garantir la mise à jour du hardware	% de remplacement du matériel obsolète	28%	99%	90%	57%	97%	420 PC, 11 laptop, 3 imprimantes réseau remplacés. Reste encore à remplacer 3 imprimantes réseau

Unité Finances

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2016

- DG INLO

Direction D

Objectif spécifique	Indicateur de résultat	Situation au 30/06/2016	Situation au 31/12/2016	Cible 2016 *	Comparaison 30/06/2015	Comparaison 31/12/2015	Commentaires
Réalisation des travaux du projet "EASTMAN - Maison de l'Histoire européenne" du point de vue des infrastructures conformément aux décisions des autorités politiques et budgétaires; collaboration avec la DG-COMM pour clarifier et gérer les interfaces contenu-contenant.	Respect des échéances et des coûts	L'installation des expositions est en cours. Des travaux de sécurisation additionnelle ont été commandés dont la fin est prévue fin septembre 2016.	Réception provisoire accordée en septembre 2016 Ouverture prévue en mai 2017	Mise à disposition du bâtiment pour démarrer l'installation des expositions Respect du budget DG-INLO, à savoir, bâtiment (31,4 M€) et certains aménagements relatifs aux visiteurs (3,6 M€) soit 35,0M€	Mise à disposition anticipée des espaces intérieurs.	Compte tenu des problèmes de solvabilité de ses sous-traitants et de la décision de changer tous les vitrages thermiques par l'entreprise, la réception provisoire est prévue en août 2016. Le budget estimé à la fin des travaux devrait être inférieur d'environ 800.000 € par rapport au budget annoncé	
Réalisation du projet KAD	Respect des échéances et des coûts	Les travaux de gros-œuvre sont presque terminés. Il reste principalement des travaux d'étanchéité et de maçonnerie à effectuer. Les travaux de façades se poursuivent normalement; 30% du marché a été réalisé au 30.06.2016. Plusieurs lots de second œuvre et de techniques spéciales ont entamé les travaux sur le chantier (Lots 43, 47, 53, 71 et 73). 4 des 5 lots de l'AO n°6 ont été attribués et l'AO n°7 a été lancé début mai. Le lancement de l'AO n°8 est prévu pour la fin de l'année. Les études à réaliser suite à la décision du Bureau du 06 juillet 2015 sont en cours. La consultation des services est terminée.	Les travaux de gros-œuvre chantier Est sont réalisés à hauteur de 93%. Les travaux de façades sont réalisés à hauteur de 51%. Plusieurs lots de second œuvre et de techniques spéciales ont entamé les travaux sur le chantier (Lots 43, 47, 51, 53, 58, 71, 73 et 76). L'ensemble des lots de l'AO n°6 ont été attribués et les contrats correspondants ont été signés. Les lots de l'AO n°7 ont été attribués en décembre 2016. L'avis de marché de l'AO n°8 a été publié au JO en novembre 2016. Les études à réaliser suite à la décision du Bureau du 06 juillet 2015 sont en cours. Les avenants avec la maîtrise d'œuvre ont été signés en octobre 2016. Ils permettent la réorganisation et le renforcement des équipes.	Fin des travaux de gros-œuvre Poursuite des travaux de façades Démarrage des travaux de second œuvre et de techniques spéciales Attribution des marchés de l'AO n°6 (HVAC-Electricité-Espaces verts) Lancement de l'AO n°7 (Cloisons-Portes-Menuiseries-Equipements de conférence) Finalisation des documents de l'AO n°8 Réalisation des études et demande de modification des autorisations suite à la décision du Bureau du 06 juillet 2015 Finalisation de la consultation des services pour les bureaux	Poursuite des travaux de gros-œuvre : en cours au 30.06.2015 Démarrage des travaux de façades en cours au 30.06.2015 Finalisation de l'analyse des offres et attribution des marchés de l'AO n°4 : analyse des offres terminée au 30.06.2015 – signature des marchés prévue en juillet/août 2015 Relance d'un AO pour le lot 74 : dossier en cours d'élaboration au 30.06.2015 et relance programmée en juillet 2015 Analyse des offres et attribution des marchés de l'AO n°5 : analyse en cours au 30.06.2015 et attribution programmée en août 2015 Finalisation des études d'exécution : en cours au 30.06.2015 fin programmée en août 2015	Poursuite des travaux de gros-œuvre : 80% réalisé au 31.12.2015 Démarrage des travaux de façades : 20% réalisé au 31.12.2015 Finalisation de l'analyse des offres et attribution des marchés de l'AO n°4 : analyse des offres terminée au 30.06.2015 – dernier contrat signé en novembre 2015 Relance d'un AO pour le lot 74 : le lot 74 a été splité en trois sous-lots qui sont intégrés dans l'AO 6 qui est en cours de réalisation au 31.12.2015. L'ouverture des offres est prévue pour janvier 2016. Analyse des offres et attribution des marchés de l'AO n°5 : analyse terminée et contrats signés en octobre et novembre 2015. Deux lots n'ont pas été attribués à cause d'offres dépassant le budget. Finalisation des études d'exécution : Études du chantier EST finalisées - Études du chantier OUEST en cours et finalisation prévue en février 2016.	Suite aux dernières évolutions la date de fin du chantier EST est fixée au 28.09.2018, celle du chantier OUEST au 31.05.2021. Suite à la décision du Board d'octobre 2016, le coût d'objectif est fixé à 396,5 Mio EUR.
Rénovation complète du bâtiment Václav Havel	Respect des échéances et des coûts	Avenant No3: travaux complémentaires de 207.554,07€ et travaux de sécurisation de 1.796.268,36€ soit un total de 2.003.822,43€ 71% des travaux ont été réalisés sur le marché de base et avenants No1 et No2, soit 8.403.663,04€	Avenant No1: travaux complémentaires de 266.432,98€ Avenant No2: travaux complémentaires de 821.454,15€ Avenant No3: travaux complémentaires de 2.003.822,43€ Soit un total de 13.071.709,56€ 80% des travaux ont été réalisés sur le marché de base et avenants, à savoir 10.454.329,52€	Poursuivre et finaliser les travaux de rénovation complète du bâtiment Václav Havel conformément au planning contractuel.	20% des travaux ont été réalisés, à savoir: - 100% des démolitions - 80% gros œuvre - 10% cloisonnement int. - 10% plomberie - 80% menuiserie extérieure alu	Avenant No1: travaux complémentaires de 266.432,98€ Avenant No2: travaux complémentaires de 821.454,15€ 64% des travaux ont été réalisés sur le marché de base et avenants, à savoir 7.098.518,90€	Suite à la décision du Bureau du 11 avril 2016, les travaux de sécurisation importants ont fait l'objet de l'avenant No3. Le planning contractuel a été prolongé et la livraison est fixée le 28 février 2017.